

« QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ? »

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica.....	7
« <i>Archipel français et recomposition politique</i> » par M. Jérôme Fourquet, Analyste politique, expert en géographie électorale, directeur du département Opinion à l'IFOP, auteur de <i>L'archipel français</i> (Le Seuil, 2019)	12
« <i>Quelle recomposition politique ?</i> » par M. Jean-Yves Autexier, Ancien parlementaire, membre du Conseil d'administration de la Fondation Res Publica	20
« <i>Réconcilier le peuple et les élites autour de la nation</i> » par M. Alexandre Devecchio, Journaliste au <i>Figaro</i> , animateur du <i>FigaroVox</i> , auteur de <i>Recomposition</i> (Éditions du Cerf, 2019).....	26
« <i>Les nouveaux clivages à l'heure de la mondialisation</i> » par M David Djaïz, Normalien, ancien élève de l'ENA, auteur de <i>Slow Démocratie</i> (Allary, 2019) et <i>La guerre civile n'aura pas lieu</i> (Éditions du Cerf, 2017), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.....	33
Débat final Avec la contribution, notamment, de M. Stéphane Rozès, Président de la société de conseils Cap (Conseils, analyses et perspectives), ancien directeur général de l'institut de sondage CSA, enseignant à Sciences-po.....	42

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Je suis très heureux de vous accueillir ce soir, autour d'un très beau plateau, pour ce colloque consacré à la recomposition du paysage politique en France. Il fait suite à un colloque récent sur la recomposition géopolitique du capitalisme¹.

J'ai le plaisir de saluer à cette tribune Jérôme Fourquet, analyste politique, expert en géographie électorale et directeur du département Opinion à l'IFOP, qui a fait passer dans le vocabulaire français le mot « archipelisation ». Inventer un nouveau mot est un très beau titre de gloire ! Son livre, *L'archipel français* (Le Seuil, 2019), nous a éclairés sur la fragmentation de la société française que certains d'entre nous voyaient venir depuis longtemps mais qui est aujourd'hui évidente.

David Djaïz, normalien, ancien élève de l'ENA, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, est l'auteur de *Slow démocratie* (éd. Allary, 2019) et de *La guerre civile n'aura pas lieu* (Éditions du Cerf, 2017). Elle n'a toujours pas eu lieu... encore que la guerre civile prenne souvent des formes très discrètes.

Alexandre Devecchio, journaliste au *Figaro*, animateur du *Figaro Vox*, est l'auteur de *Recomposition* (Éditions du Cerf, 2019), une bonne étude, à l'échelle mondiale, des phénomènes qualifiés à tort ou à raison de « populistes ».

Je n'ai pas besoin de présenter Jean-Yves Autexier, ancien député, ancien sénateur, animateur de la Fondation Res Publica dont il a été le premier directeur.

Enfin, Stéphane Rozès, président de la société de conseils Cap, ancien directeur général de l'institut de sondage CSA, tiendra le rôle de discutant.

Le précédent colloque (organisé par la Fondation Res Publica le 5 novembre 2019) traitait de la recomposition géopolitique du capitalisme. Il mettait en lumière le fait que la théorie de l'acquisition de la valeur maximale par l'actionnaire ne fonctionnait plus. Elle a créé tant de fractures et de mécontentements qu'une réflexion s'impose sur la raison d'être de l'entreprise et

¹ *Quelle recomposition géopolitique du capitalisme ?* Colloque de la Fondation Res Publica du 5 novembre 2019.

une autre répartition des pouvoirs, en son sein, entre le capital, le management mais aussi les salariés et, pourquoi pas, un représentant de l'intérêt général. Il y avait là M. Barfety, M. Senard, président de Renault-Nissan, auteur du rapport faisant part des résultats de la mission « Entreprise et intérêt général ». Nous avons pu entendre M. Alain Supiot, professeur au Collège de France, sur la question sociale. Enfin, M. Perry Anderson, historien britannique bien connu, nous avait donné une vision mondiale des recompositions en cours. Outre le rôle de l'entreprise, l'accent a été mis sur la bipolarité qui apparaît comme structurante au XXI^{ème} siècle entre la Chine et les États-Unis et les conséquences qu'elle peut comporter sur les stratégies de localisation ou de relocalisation des entreprises. Dans ce contexte la question qui se pose est évidemment celle de la place de l'Europe entre ces deux empires.

Depuis longtemps on observe l'éclatement du paysage social. Aux « Beurs », aux « Céfrans » des banlieues s'opposent les « Bobos » des centres-villes, des métropoles. La France périphérique nous rappelle que les classes populaires existent. Quelques paysans subsistent dans la France des déserts ruraux. Sans oublier, planant au-dessus de ce paysage, les élites mondialisées, celles qui habitent *anywhere*.

Je présenterai le colloque de ce soir en peu de mots.

On pourrait faire une histoire de ce que j'appellerai la crise du système politique français tel qu'il s'était installé au début des années 1970, avec des partis qui s'étaient adaptés aux institutions : le Parti socialiste dont François Mitterrand devient le premier secrétaire et prend le contrôle en juin 1971 à Épinay sur une ligne d'union de la gauche, s'érigeant en candidat naturel à la prochaine élection présidentielle ; et le RPR que crée Jacques Chirac le 5 décembre 1976 (peu après sa démission, le 25 août 1976, de son poste de Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing) et qui va finalement le propulser lui aussi à l'Élysée en 1995 après deux tentatives vaines (en 1981 et 1988).

Ce système qui a duré plus de trente ans s'est décomposé avec le sentiment que l'électorat a pu éprouver que finalement c'était toujours la même offre politique « eurolibérale » qui prévalait sous des formes un peu différentes. Ces partis de gouvernement qui bénéficiaient d'une situation très forte dans les institutions ont vu leur base électorale se réduire. Ils monopolisaient la représentation en 1981. Déjà, en 2002, Jospin et Chirac ne totalisaient plus que 36 % des suffrages

exprimés. En 2017, ce 36 % est devenu 26 % et en 2019 14 % ! Le chiffre des abstentions donne la mesure réelle de cette contraction énorme : 13 millions en 2002 ... et je ne compte pas les partis extrêmes ou les partis « alternatifs ». Si on faisait le total, on se rendrait compte que les partis dits « de gouvernement », qui jouissaient d'une rente institutionnelle (tel le Parti socialiste que François Mitterrand avait installé dans les institutions en 1981 et qui sur les trente années qui ont suivi a été au pouvoir pendant vingt-quatre ans) voyaient leur base s'éclaircir. À la fin, le candidat du Parti socialiste n'a obtenu que 6 % des suffrages exprimés. La droite n'a pas connu un meilleur sort : alors que François Fillon avait rassemblé 20 % de l'électorat, François-Xavier Bellamy ne faisait plus que 8 % aux élections européennes.

Cette crise de « dédagisme », latente depuis longtemps, explique la situation où nous sommes arrivés. En effet Emmanuel Macron a rejeté dans les « limbes » de l'opposition aussi bien le Parti socialiste que la droite, ce qui suscite par la force des choses une certaine animosité chez des gens dont la carrière a été brisée, animosité relayée par les médias. Pourtant le « dédagisme » persiste dans la mesure où la politique qu'on lui présente, au plan intérieur au moins, ne montre pas une évolution sensible par rapport aux politiques précédentes. Elle donne même le sentiment d'une certaine droitisation du parti majoritaire qui est « en même temps » de droite et de gauche mais qui au bout de trois ans apparaît quand même davantage sur les positions de la droite bien que comportant encore quelques adhérences avec l'aile sociale-libérale de la gauche.

On pourrait qualifier le gouvernement actuel de gouvernement de « concentration libérale ». Je crois que Jérôme Fourquet emprunte l'expression de « bloc élitaire », on pourrait parler d'un « bloc libéral-mondialisateur ». Quel que soit le nom qu'on lui donne, c'est un bloc assez étroit car 21 % aux élections européennes c'est quand même loin de la majorité. Ces gens sont animés de sentiments contrastés : il y a évidemment ceux pour qui l'enjeu essentiel est leur carrière et d'autres qui ont peut-être des sentiments plus nuancés. En 2017, Emmanuel Macron peut installer avec le Rassemblement national une confrontation directe qui lui profite : il est élu massivement avec 66 % des suffrages exprimés car l'effet repoussoir du parti lepéniste, dû à son histoire, demeure. Et on peut penser qu'il jouera encore en 2022. Mais on peut aussi penser qu'à plus long terme le parti lepéniste va cristalliser d'autres oppositions qui se rejettent vers lui, justement parce que le vent du « dédagisme » est fort et que

la dynamique du quinquennat est maintenant bien engagée dans une direction qui ne laisse qu'apercevoir des inflexions.

Peut-on réduire l'électorat d'Emmanuel Macron à un bloc bourgeois ou à un bloc libéral-mondialisateur, ou, comme je l'ai dit, à un gouvernement de concentration libérale ? Apparemment oui parce que si on ajoute LREM, le MoDem et la fraction de la droite qui se reconnaît dans Alain Juppé – et, aujourd'hui, Édouard Philippe – on a, à première vue, un gouvernement de concentration libérale. Mais ce serait une erreur de raisonner en termes de démocratie parlementaire comme si nous étions sous la IV^{ème} République. Or la V^{ème} République n'est pas un régime parlementaire. Sous la V^{ème} République, le Président de la République n'est pas réductible à la majorité qu'il a fait élire (car c'est lui qui les a fait élire, ce ne sont pas eux qui l'ont élu). Quelque chose qui tient à l'esprit des institutions telles que le général de Gaulle les a voulues fait que le Président de la République n'est pas réductible à la majorité parlementaire. Il se doit d'être l'homme de la Nation, le Président de tous les Français.

C'est quand même une situation assez fragile. Qu'y a-t-il en face ? Y a-t-il d'autres blocs ? Je vois beaucoup de débris et un bloc conservateur identitaire et même réactionnaire qui s'agrège autour de Marine Le Pen. Pourtant il y a encore des classes populaires. Pour ceux qui auraient été tentés de l'oublier, le phénomène des Gilets jaunes a fonctionné comme une piqûre de rappel. Ces classes populaires existent, elles vont encore se manifester, cette fois-ci avec les syndicats ce 5 décembre² et on peut sans s'avancer beaucoup prédire que le mouvement sera conséquent. Mais on ne fait pas un gouvernement avec une série d'oppositions.

Emmanuel Macron peut-il convaincre une partie des élites de tendre la main aux classes populaires ? C'est au fond la question qui est posée. Elle n'a pas de réponse évidente parce que c'est très difficile. Emmanuel Macron est la figure-type du premier de la classe qui exaspère tous les autres (il faut ruser quand on est très bon au lycée, laisser ses copains copier... enfin acheter leur tolérance car la tolérance à l'égard du premier de la classe est réduite). Donc il fait l'objet d'un rejet pour toutes les raisons que j'ai explicitées et peut-être aussi en raison de sa politique qui dans sa première version s'est rapidement avérée être une impasse. Il spéculait sur le fait que, la France s'étant mise dans les clous de Maastricht,

² Le 5 décembre 2019 avait lieu la première journée de mobilisation à l'appel de plusieurs syndicats contre la réforme des retraites.

l'Allemagne renverrait l'ascenseur, ce qui ne s'est pas produit. Et au bout de deux ans et demi nous voyons bien que les attentes qu'on pouvait avoir sur une relance de l'Europe à travers un budget de la zone euro se sont envolées. Ce projet qui se voulait un projet d'adaptation de la France à la mondialisation libérale – ou plus exactement au modèle allemand – mais qui supposait quand même qu'il y ait une locomotive pour relancer la croissance européenne, ne débouche pas. Il faut donc inventer autre chose.

Le Président de la République a quand même rebattu la donne institutionnelle au niveau européen. On verra ce que pourra faire Mme Lagarde à la BCE.

La crise frappe la plupart des autres pays européens. Toutes les grandes nations sont touchées : le Brexit en Grande-Bretagne, la situation espagnole où il n'y a pas actuellement de gouvernement qui dispose d'une majorité... Même en Allemagne l'ingouvernabilité se profile : le SPD va-t-il rester encore très longtemps au sein de la coalition ? J'en doute. Cela signifie une droitisation encore plus grande de l'Allemagne, ce qui ne facilitera pas les choses. Je ne parle pas de l'Italie ni des autres grands pays (Pologne, etc.).

Est-il possible de penser l'Europe autrement ?

Il faut faire crédit à Emmanuel Macron d'avoir su amorcer un virage important en faisant venir Vladimir Poutine à Brégançon, manifestant qu'il faut essayer de faire quelque chose avec la Russie parce qu'il est assez évident qu'entre la Chine et les États-Unis l'Europe telle qu'elle existe à 28 ne fait pas le poids. On peut toujours espérer qu'elle le fera, avec la nouvelle Commission présidée par Mme von der Leyen qui vient de prendre ses fonctions. Géopolitiquement seule la grande Europe pourrait faire face à tous les périls que recèle notre environnement géostratégique. Je ne parle pas seulement du djihadisme mais de l'islamisme politique qui domine certains pays, comme la Turquie et l'Iran, et de l'arc de crise, au Sud de l'Europe, contre quoi il va falloir nous prémunir. Je rappelle que la Russie, avec laquelle nous avons quand même beaucoup d'intérêts communs, a elle-même des problèmes au Caucase, en Asie centrale, et même parfois à Moscou, mais qu'elle a établi une relation particulière avec l'Iran et avec la Turquie.

Il y a cet aspect des choses, il y en a beaucoup d'autres qui pourraient intervenir à ce stade de la réflexion. Le Président de la République est-il capable de renouveler la donne ? Je ne crois pas qu'il faille sous-estimer la résonance qu'il peut encore avoir dans certaines couches populaires qui ne sont pas mues par un

esprit de vindicte. Il est vrai qu'il a suscité beaucoup d'oppositions mais la question qui pour lui se pose aujourd'hui est de savoir s'il sera capable, non plus à travers le grand débat qu'il a quand même suscité mais à travers d'autres initiatives, de reprendre langue avec ces couches populaires. Cela dépend à mon avis du mouvement de sa politique, de son projet, de la capacité qu'il aura de convaincre non pas toutes les élites, c'est impossible, mais une partie des élites, que l'avenir est dans la constitution d'un bloc qui ne serait ni le bloc libéral-mondialisateur ni le bloc populaire, lequel, très marqué aujourd'hui par le Rassemblement national, est quand même un bloc ultra-conservateur et même franchement réactionnaire. Mais il existe, il est là, il porte un certain nombre de revendications.

Peut-on imaginer qu'un « pôle républicain » puisse se constituer, agrégeant des couches diverses en provenance des élites aussi bien que des couches populaires ? En effet aucun pays ne peut se gouverner sans qu'un peu des deux entre dans la composition de la majorité. Celle-ci, pour le rester, a besoin d'une partie des couches populaires.

J'ai posé une question. Je ne vais pas y répondre. Il y a là d'éminents experts qui ont beaucoup de choses à dire. Moi, je ne fais que poser des questions.

Je me tourne d'abord vers Jérôme Fourquet, auteur de cette analyse qui a eu un très grand écho chez tous les responsables politiques.

JÉRÔME FOURQUET

Archipel français et recomposition politique

Merci Monsieur le ministre.

Ce qui s'est produit depuis 2017, ce que d'aucuns ont appelé un *Big Bang* électoral ou politique, est une recomposition politique. Tel était le point de départ de mon livre³. Mais quand j'ai commencé à analyser les choses, il m'est apparu

³ *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Jérôme Fourquet, éd. du Seuil, mars 2019.

que ce n'est qu'une mise en conformité tardive du paysage électoral avec la réalité sociale, culturelle et démographique du pays.

Les soubassements de notre vieille société politique ont totalement muté en l'espace d'une quarantaine ou une cinquantaine d'années. Le clivage gauche-droite avait en partie masqué cette mutation : la force des habitudes (on naissait dans des familles de gauche ou de droite), le poids des appareils partisans, le nombre de militants, notre mode de scrutin à deux tours... tout cela donnait une très forte assise et une grande capacité de résilience à cette opposition gauche-droite. Or, comme souvent en histoire, le mouvement profond des plaques tectoniques est entré en résonance avec des aspects plus contingents : l'émergence de telle personnalité, un accident de parcours pour telle autre. C'est la conjonction de tout cela qui a permis d'entrer dans ce nouveau cycle que nous connaissons manifestement depuis 2017 puisque, comme l'a rappelé Jean-Pierre Chevènement, l'élection de 2019 a montré une nouvelle étape dans la décomposition ou la recomposition politique.

Dans l'introduction de mon livre, je pars des travaux de l'historien Dupeux⁴ sur les élections éminemment politiques qui avaient vu la victoire du Front populaire en 1936. Lorsqu'il écrit son livre dans les années 1950, imprégné comme beaucoup à l'époque par une grille de lecture marxiste, il cherche les racines de la géographie du vote pour le Front populaire.

Première hypothèse : ce vote serait en lien avec la présence plus ou moins importante d'ouvriers dans les départements français (l'élection de 1936 sera suivie des grandes grèves ouvrières). Mais la confrontation des deux cartes révèle de très nombreuses non-coïncidences. Des zones très ouvrières dans l'Est de la France votent plutôt à droite. À l'inverse, des zones très peu ouvrières, dans le Massif central par exemple, votent massivement à gauche.

Deuxième hypothèse : dans une France encore majoritairement rurale, c'est le poids de la paysannerie qui serait en symétrique inversé du vote pour le Front populaire (plus un département serait paysan, moins il aurait voté pour le Front populaire). Là également, il constate de très nombreuses incohérences. Le Limousin vote massivement pour le Front populaire, avec les prémices de ce

⁴ *Le Front populaire et les élections de 1936*, vol. 1 et 2 (cartes et graphiques), Georges Dupeux, éd. Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques : partis et élections » (n° 99), 1959.

qu'on a appelé le communisme rural ; le Languedoc viticole est très acquis à la gauche radicale et socialiste...

En dernière analyse, il va chercher la carte de la pratique religieuse catholique qui elle, pour le coup, constitue le symétrique inversé – ou le négatif au sens photographique du terme – du vote pour le Front populaire. C'est sur cet affrontement entre un bloc catholique et un bloc républicain et laïque que la société politique française a fonctionné de la Révolution française jusqu'au milieu des années 1980. On se souvient du fameux « discours de la main tendue » du communiste Maurice Thorez qui, le 17 avril 1936, appelant à la réconciliation du peuple de France, lance : « *Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis.* » L'ennemi de classe, l'adversaire politique auquel il pense spontanément, c'est le catholique.

Ces deux matrices constitutives se sont totalement effondrées en l'espace d'une cinquantaine d'années. Selon les chiffres de l'IFOP, en 1961, à la veille de Vatican II, 35 % de nos concitoyens déclarent aller à la messe chaque dimanche ou plus. Répondant en 2013 à la même question, en termes identiques, 5 % des Français déclarent aller à la messe chaque dimanche ou plus. Les catholiques n'ont pas disparu, loin s'en faut, mais ils ne sont plus qu'un îlot de l'archipel français alors qu'ils en étaient une des composantes principales il y a encore cinq décennies. De la même manière, le Parti communiste, à la fin des années 1970, obtient encore au minimum 20 % à 25 % des voix à chaque élection. Lors de la dernière élection européenne où le PC s'est présenté sous ses propres couleurs (sans l'ombrelle mélenchoniste), il a réalisé un score de 2,5 % des voix. On voit la vitesse avec laquelle cette érosion, cette disparition, s'est opérée. Si on veut être un peu cruel, on peut mettre ce score de 2,5 % en regard avec le score de 2 % qu'a obtenu la liste du parti animaliste à cette même élection. Cela montre l'ampleur de ces recompositions, de cette dislocation.

La dislocation de ces deux matrices structurantes s'est accompagnée du délitement d'un certain nombre de couches culturelles communes. Dans mon livre je m'appuie, ce qui peut paraître un peu iconoclaste mais qui est assez riche d'enseignements, sur l'étude des prénoms donnés en France depuis 1900 (archivés par l'INSEE). De 1900 à 1945, la France a fonctionné avec un stock d'environ 2 000 prénoms différents, garçons et filles (les historiens qui ont travaillé sur le XIX^{ème} siècle arrivent aux mêmes conclusions). En dépit des différences régionales

et sociales, l'homogénéité culturelle apparaissait dans ce nombre de prénoms assez restreint. Aujourd'hui on compte 13 000 prénoms différents utilisés chaque année en France, sachant que dans sa grande sagesse l'INSEE met de côté 50 000 naissances constituant la catégorie à part des prénoms rares (donné au mieux deux fois dans l'année en France : sur 760 000 naissances – 380 000 garçons et autant de filles – un prénom rare est donné à un seul ou deux enfants d'une cohorte de 380 000 individus). On mesure à l'aune de cette analyse sur les prénoms l'ampleur du phénomène de fragmentation culturelle dans laquelle notre pays est plongé depuis quelques décennies.

C'est sur ces soubassements qui ont été complètement renouvelés et chamboulés que s'est opéré le fameux *Big Bang* électoral, mise en conformité tardive du paysage électoral avec la réalité culturelle et sociale du pays. Tout cela ne s'est pas fait d'un claquement de doigt et il est toujours plus facile, quand on connaît l'issue de la bataille, de tirer le fil des événements.

Mais nous avons depuis le début des années 1980 assisté à plusieurs séismes avant-coureurs :

En 1983 et 1984, l'irruption du Front national sur la scène politique française, très clairement corrélée avec l'émergence et la visibilité accrue de la population issue de l'immigration dans l'espace public. À l'époque, on pense que ce vote pour le Front national sera un feu de paille. Trente-cinq ans plus tard, Marine Le Pen est qualifiée pour le deuxième tour de l'élection présidentielle et son parti a fini en tête des dernières élections européennes. 1983 est aussi l'année du tournant de la rigueur qui, rétrospectivement, cause des dégâts très importants dans la relation qu'entretenait la gauche avec toute une partie des milieux populaires.

En 1992, le référendum de Maastricht révèle pour la première fois une tension très forte et une France qui se coupe en deux littéralement sur la question de l'intégration européenne. La carte électorale opposant la France du Oui et la France du Non n'est plus du tout en conformité avec la vieille carte gauche-droite. Quelque chose se passe à ce moment-là mais, heureusement pour les commentateurs, le train-train gauche-droite reprend vite ses droits et cette parenthèse est refermée.

2002 voit l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle – où les 16 candidats sur la ligne de départ révèlent un émiettement très important – et la qualification de Jean-Marie Le Pen.

En 2005, un nouveau référendum sur l'Europe provoque une alerte beaucoup plus sérieuse puisque le Non est largement majoritaire, avec de nouveau une carte qui ne ressemble en rien à la vieille carte électorale gauche-droite

2007 est la répétition générale de 2017 avec la campagne de François Bayrou qui fait une offensive au centre et obtient 18,5 % des voix.

En 2017, les appareils politiques sont beaucoup plus vermoulus qu'en 2007. Dix années se sont écoulées, la transformation de la société française s'est encore accélérée et Emmanuel Macron réussit là où François Bayrou avait échoué avec, ironie de l'histoire, l'aide importante de ce même François Bayrou qui apporte le coup de pouce décisif dont il n'avait pas bénéficié en 2007.

Cette vaste séquence nous fait atterrir dans un nouveau paysage électoral assez compliqué à lire car il n'est plus structuré de manière bipolaire et n'est pas stabilisé.

Une des questions qui se pose immédiatement porte sur la persistance du vieux clivage gauche-droite. Je ne pense pas qu'il ait disparu, qu'il soit mort et enterré, certains de nos concitoyens continuent de se considérer comme étant de gauche ou de droite. Il est cependant rétrogradé au second plan. Cette rétrogradation fait que les principaux partis qui l'incarnaient et qui le revendiquent sont également relégués en deuxième division. Jean-Pierre Chevènement faisait le décompte des scores de ces deux grands partis de gouvernement. Aux dernières élections européennes, le total des scores du Parti socialiste et de Les Républicains, les deux formations politiques qui ont dominé la vie politique française depuis 1981, atteignait péniblement 14,5 % ou 15 % des voix. Ils n'ont donc pas disparu mais pèsent quantité très négligeable. Ce score est sans doute minoré par la nature de ces élections européennes propices à la fragmentation. Des élections plus traditionnelles verraient peut-être le score de ces deux formations un peu réhaussé. Mais je pense qu'il se situe aujourd'hui dans un étiage entre 8 % et 15 % chacun, soit l'étiage du MoDem dans le schéma politique précédent. Ils sont donc bien descendus d'un niveau et relégués en seconde division. De ce fait, ces partis sont victimes du phénomène de « vote utile » puisque les électeurs, dans leur grande majorité, hormis les noyaux les plus militants, ont acté l'idée que ces partis ne seraient plus des partis de second tour. Si on veut que son vote « pèse », il faut dès le premier tour choisir un autre candidat ou une autre formation.

Dans ce paysage électoral, le premier élément est donc la survivance de ce clivage gauche-droite mais dans un rôle secondaire.

Le premier rôle est joué aujourd'hui par la nouvelle opposition qu'on ne va pas nommer avec des termes savants parce que c'est toujours polémique. Bloc élitiste contre bloc populaire ou « populiste » ou, si on reprend la terminologie même des acteurs, progressistes contre nationalistes, patriotes contre mondialistes ? ... Chacun y mettra les étiquettes qu'il souhaite. Nous parlerons de l'opposition entre La République En Marche et le Rassemblement National.

Cette opposition n'est pas propre à la France. On la retrouve de manière très structurante dans de nombreux pays occidentaux aujourd'hui.

Les deux candidats qui représentent ces partis sont arrivés en finale de la présidentielle. Ces deux partis sont arrivés en tête des élections européennes. Nous n'avons pas le recul historique et il peut se passer beaucoup de choses mais, pour l'instant en tout cas, ce sont ces deux forces qui dominent. À ceci près que ce clivage n'a pas du tout la même capacité d'agrégation qu'avait jadis le clivage gauche-droite. Aujourd'hui ces deux forces recueillent entre 20 % et 25 % des voix. Score que beaucoup aimeraient réaliser dans un paysage archipelisé mais, comme le rappelait Jean-Pierre Chevènement, on est très loin de la majorité.

Dans cette situation d'instabilité, un nouveau clivage est clairement établi mais il n'est pas le clivage unique.

Un clivage secondaire continue d'exister dans un paysage marqué par une très grande instabilité dont témoigne l'évolution très rapide, entre 2017 et 2019, du score de Jean-Luc Mélenchon et de La France Insoumise : 20 % des voix à la présidentielle, 6 % deux ans plus tard pour la liste revendiquant le label mélenchoniste. Jean-Luc Mélenchon et ses lieutenants avaient sans doute pensé que les 20 % de 2017 constituaient un plancher sur lequel il était possible de construire une alternative populaire et progressiste au macronisme, d'où les appels au troisième tour social. Rétrospectivement, il s'avère que ce 20 % des voix était un plafond et non un plancher.

Autre évolution très brutale en partie liée à la précédente, les écologistes, qui ne s'étaient pas sentis en capacité de se présenter à l'élection présidentielle, partent sous leurs propres couleurs aux européennes, engrangent 13,5 % des voix et arrivent en troisième place. Certes ce n'est pas la première fois que les

écologistes font des scores importants dans des élections européennes sans pour autant que cela se traduise lors d'autres scrutins. Si on se base sur les enquêtes pré-électorales – qu'il faut prendre avec la prudence et la distance nécessaires – réalisées par les différents instituts de sondage on constate néanmoins que, dans la perspective des municipales, cet enracinement des Verts dans le paysage électoral apparaît comme étant en capacité de se confirmer. Ne serait-ce donc pas un feu de paille ?

On observe dans la société française des signes tangibles d'une prise de conscience de l'urgence climatique et de la transition écologique. Selon les données de marchés sur la fréquence de consommation de produits bio, 7 % de nos concitoyens déclaraient acheter très régulièrement ce type de produits en 1998, on est à plus de 20 % aujourd'hui. Entre 1998 et 2008, la progression n'avait été que d'un point. La bascule s'est faite à ce moment-là. Donc on constate, au moins dans une partie de la société française (dont on sait qu'elle est archipélisée), une maturation autour de l'écologie politique, force politique qui n'était pas présente en 2017.

Dernier élément et non des moindres dans cette grande instabilité, déjà soulignée, François Fillon, en dépit des affaires judiciaires qui l'ont frappé pendant la campagne, a relativement bien résisté : avec 20 % des voix il rate de très peu la qualification pour le deuxième tour (Marine Le Pen ne fait que 21,5 % des voix) et Les Républicains sauvent une centaine de députés quelques semaines après, notamment par un sursaut de mobilisation de leur électorat au deuxième tour des législatives. Mais cette force qui apparaissait comme le parti de gouvernement capable de représenter une alternative au macronisme s'est complètement effondrée aux européennes avec le score de 8,5 % des voix. Et on voit aujourd'hui, dans la perspective des municipales, que l'étiquette LR est de moins en moins à la mode : les candidats encore encartés se sont bien gardés d'afficher ces couleurs pour se présenter aux municipales !

Enfin, élément sans précédent dans notre histoire politique depuis une cinquantaine d'années, si La République En Marche a à peu près conservé, avec 21 %, les positions qu'avait obtenues Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle (24 %), c'est au prix d'un transfert et d'une recomposition profonde de l'électorat qui s'est porté sur ce parti. Toute une frange de cet électorat qui venait de la gauche a quitté La République En Marche et a voté notamment pour

les Verts lors des élections européennes quand une partie de l'électorat qu'on peut qualifier de noyau dur de la droite, qui avait voté à droite dans le contexte de la présidentielle, a fait mouvement vers La République En Marche (30 % de l'électorat de François Fillon qui est allé voter aux européennes a voté pour La République En Marche). Comme certains individus qui, après une opération chirurgicale ou un traitement médical très lourd, changent de groupe sanguin, La République En Marche a subi une mutation à l'occasion des dernières élections européennes. C'est un signe supplémentaire de l'instabilité très forte de notre paysage.

Sur la base de ce constat, Jérôme Sainte-Marie, un de mes confrères, écrit dans *Bloc contre bloc*⁵ qu'à la suite de la crise des Gilets jaunes nous sommes dans une logique de polarisation du paysage électoral en termes de blocs : un bloc élitaire autour d'Emmanuel Macron face à un bloc populaire en train de se structurer autour de Marine Le Pen. Il s'appuie dans son analyse sur les enquêtes et sondages réalisés lors de la crise des Gilets jaunes. Pendant assez longtemps, environ 60 % de la population soutenait les Gilets jaunes. Nous assistons selon lui à une montée aux extrêmes et l'opposition est en train de se construire.

J'adhère à son analyse sur la consolidation du bloc élitaire, notamment avec l'arrimage à l'électorat macronien de toute une partie de l'électorat de droite traditionnelle et notamment des retraités. C'est aussi une dimension fondamentale de ce qui va se jouer à partir du 5 décembre : si Emmanuel Macron tient sur ses positions, c'est aussi sans doute pour essayer d'arrimer définitivement l'électorat retraité de droite à sa majorité.

Je suis beaucoup plus dubitatif sur la cohérence idéologique du bloc populaire. Au moment du référendum de 2005, des gens idéologiquement très opposés avaient voté ensemble pour le Non. Mais Marine Le Pen, qui s'est échinée dans toute la période d'entre-deux tours de la présidentielle à essayer de parler à cette France du Non de gauche, a fait complètement chou blanc. Sur les 13 points qu'elle a gagnés entre le premier et le deuxième tour, un ou deux points seulement venaient de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon, tout le reste venait de la droite et de l'électorat de Dupont-Aignan. Il y a sur les questions d'identité, sur les questions d'immigration, une ligne de clivage très profonde au sein de ce que certains appellent le bloc populaire. C'est sans doute l'assurance-vie provisoire

⁵ *Bloc contre bloc*, Jérôme Sainte-Marie, éd. du Cerf, nov. 2019.

d'un bloc élitare dont l'assise est juste assez large pour être dominant dans ce qu'Alain Minc appelait le « cercle de la raison ». Avec 25 % des voix au premier tour d'une élection présidentielle, face à un bloc lepéniste qui enregistre un score comparable, on ne risque pas pour l'instant, dans un paysage très décomposé, de se voir contester *in fine* le *leadership*. Comme le rappelait Jean-Pierre Chevènement, tout cela tient beaucoup à la dimension repoussoir dont souffre le Rassemblement National dont le changement de nom ne trompe personne. Donc ce plafond de verre existe toujours de notre point de vue, même s'il est monté sur vérins. Il s'élève progressivement mais je ne pense pas, à l'heure où l'on se parle, que la société française soit « mûre », au sens du processus de maturation, pour permettre un tel scénario, à savoir celui d'une victoire de Marine Le Pen. Nous sommes donc pour l'instant dans un paysage très chaotique, très désorganisé, à l'image de la société française tout entière.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci Jérôme Fourquet pour cette description très précise, argumentée, cette photographie du chaos dans lequel nous sommes actuellement.

Il faut quand même penser à la « recomposition ».

Comment peut-elle se faire ?

Sur ce sujet, nous entendrons d'abord Jean-Yves Autexier.

JEAN-YVES AUTEXIER

Quelle recomposition politique ?

Merci.

Le tableau de la France archipélisée que présente Jérôme Fourquet est à l'évidence la toile de fond de l'éclatement du champ partisan et du choc de 2017, qui a vu les deux partis de gouvernement éliminés dès le premier tour.

Ce fut un choc politique comme il ne s'en produit pas beaucoup. Il ne faut pas en oublier la portée. À vrai dire, depuis trente ans, on peut lire à l'envers les

grandes séquences politiques. L'histoire électorale depuis 1981 est celle des espoirs déçus, sanctionnés par une avalanche d'échecs :

Échec de Valéry Giscard d'Estaing, le président modernisateur sanctionné après son premier mandat ; échec de la gauche en 1986, l'espoir de « changer la vie » s'étant métamorphosé en pari pascalien européiste ; échec de la parenthèse Chirac, en 1988, le libéralisme débridé d'alors ayant déçu plus encore. La législature 1988 – 1993, marquée par le référendum de Maastricht se termine aussi par un échec électoral, de même que la législature Jospin en 2002. Si François Mitterrand et Jacques Chirac échappent à la malédiction du second mandat, c'est grâce à l'habileté politique du premier à exploiter les fautes de l'adversaire, et grâce à la dissolution manquée du second. La victoire par l'échec. Quant à Nicolas Sarkozy puis François Hollande, ils ne passent pas l'étape du premier quinquennat.

Le message du corps électoral est certes toujours complexe, mais on peut discerner sans peine le fil directeur : la gauche et la droite, une fois au pouvoir, manquent à leur promesse ; leur succès n'est possible que grâce à la défaite de l'adversaire. Le discrédit de la part de l'électorat est donc symétrique. Trente ans accumulés aboutissent au choc de 2017. Pourquoi ont-elles manqué à leurs promesses ? Où s'ancrent les origines de ce double discrédit ?

Il suffit de rapprocher le calendrier électoral des événements qui l'englobent : 1981 est marqué par la victoire de la gauche, en France mais aussi par l'élection de Ronald Reagan, et Margaret Thatcher est au 10 Downing street depuis 1979. L'union de la gauche française entre en collision frontale avec l'élan néo-libéral mondial. Toute l'Europe est saisie de la frénésie libérale qui aboutit en 1986 à l'Acte unique. La gauche dès lors renonce devant l'obstacle, tente de déguiser son recul par une surenchère européenne ; son électorat la sanctionne.

Le retour au pouvoir qui doit tout au talent politique de François Mitterrand se heurte deux ans plus tard à la même contradiction entre projet social et projet européen. Avec le traité de Maastricht, la gauche ne se confronte plus seulement à la vague libérale mondiale mais à une Europe chausse-pied de la mondialisation. Et quand il lui faut choisir, elle choisit la construction européenne (1986 : l'Acte unique ; 1991 : Maastricht ; 2005 : campagne pour le Oui au référendum). Elle perd du coup ses électeurs. Les couches populaires l'abandonnent. Il est symptomatique par exemple que l'essor de Le Pen date de l'élection partielle de Dreux en 1983 : c'est-à-dire au moment où la gauche qui voulait changer la vie énonce qu'elle ne le peut pas et ouvre la parenthèse libérale. Dès lors, les couches

populaires privées d'horizon de transformation sociale vont glisser progressivement vers une attitude protestataire et suivre de mauvais bergers.

Si la gauche est discréditée en raison de sa priorité européiste, la droite l'est en raison de sa priorité néo-libérale. Et les deux sont sanctionnées pour avoir fait en réalité les mêmes choix, depuis les estrades partagées pour Maastricht, aux campagnes communes pour le Oui en 2005 jusqu'au traité de Lisbonne, adopté du fait d'un accord explicite PS-LR. La gauche et la droite sont devenues interchangeable.

De ce double discrédit a pu surgir le phénomène Emmanuel Macron. Les soutiens médiatiques n'ont pas été les seuls à expliquer son succès. Il s'est construit d'abord sur le rejet du système essuie-glace, une gauche oubliant le peuple succédant à une droite oubliant la nation, et réciproquement.

Les recompositions à venir ne peuvent s'appréhender sans tenir compte de ces mouvements de fond, à l'œuvre depuis trente ans. Car Emmanuel Macron, élu sur un élan libéral et européen, se trouve, comme ses prédécesseurs, confronté au mur du libéralisme mondialisé et de l'Allemagne. Il se heurte d'abord à une recomposition du capitalisme, étudiée lors du précédent colloque de la Fondation Res Publica, et sur lequel je ne m'étends donc pas sinon pour souligner qu'elle revalorise les États contre le libre-échangeisme. Le président se retrouve également face à une Allemagne qui se refuse énergiquement au « saut fédéral ». Le dessein libéral et européen d'Emmanuel Macron semble à contre-courant, face à Trump, face au Brexit, comme face à Merkel.

Attardons-nous un instant sur l'Allemagne : il n'a fallu que quelques heures à la Chancellerie pour exprimer son désaccord sur l'OTAN et sa « mort cérébrale ». Budget européen, relance économique, politique de défense, présidence de la Commission : l'opposition est à bas bruit mais frontale avec Merkel. Ce n'est d'ailleurs pas vraiment un enjeu politicien outre-Rhin. Ce sont les vues allemandes qui transcendent les partis politiques allemands, lesquels nouent des coalitions gauche-droite ou les défont avec une aisance qui nous étonne. À Berlin, on se marie sans passion ; on divorce sans peine. Songeons qu'au cours des cinquante dernières années, l'Allemagne a connu trente ans de coalitions : les socialistes avec les libéraux, puis avec les Verts, la droite avec les socialistes... Difficile à comprendre pour les Français. Il s'agit de « faire correctement » pour l'Allemagne. *Richtig machen*. L'Allemagne nous semble apolitique, les passions politiques y sont de basse intensité à la différence de la France ou de la Grande-

Bretagne. Si l'opposition avec les vues allemandes est discrète avec Angela Merkel, on peut penser qu'elle sera plus bruyante avec sa successeur désignée, Annegret Kramp Karrenbauer, auteur justement du mémoire « *Europa richtig machen* » (Faire l'Europe correctement) : opposition au salaire minimum européen, à la PAC, abandon du siège de Strasbourg pour le Parlement européen, abandon par la France de son siège au Conseil de sécurité (en contradiction avec le traité d'Aix la Chapelle signé 50 jours plus tôt) ; et ici, le ministre socialiste des finances Olaf Scholz vient de faire savoir qu'il est du même avis que la cheffe de file de la droite allemande. Bref, Emmanuel Macron a multiplié les offres, notamment dans son discours de La Sorbonne, et n'a rien reçu en retour : pas de relance contracyclique, pas de transferts financiers, pas de budget communautaire accru, pas de réciprocité non plus : l'Alsace est une « collectivité européenne », pas la Sarre ni le Bade-Wurtemberg. C'est face à cette Allemagne qu'Emmanuel Macron se retrouve, pas à celle de Rovin, Grosser ou Delors.

Impasse allemande, néo-libéralisme mondial en crise : les chemins du début du quinquennat sont bouchés. Résultat : face aux dégâts causés par la mondialisation, les marges de manœuvre ne se dégagent pas et la France gronde. Mouvements sociaux, gilets jaunes, hôpitaux, services des urgences, cheminots, étudiants, malaise des maires, difficultés industrielles, (Alstom, Whirlpool), services publics à bout de souffle, grève du 5 décembre... Certes cette grave crise sociale ne dégénère pas en crise politique. Car les institutions protègent l'exécutif durant cinq ans. Cette stabilité malgré les crises étonne d'ailleurs nos voisins britanniques, italiens, espagnols qui, eux, enchaînent les élections. Mais cette stabilité des institutions ne doit pas masquer la situation du pays. D'une certaine manière, le duel programmé Macron – Le Pen est une solution de facilité, qui peut inviter certains dans la majorité actuelle à la paresse : l'assurance-survie est fournie par la présence de Le Pen au second tour. Prenons garde toutefois : l'écart s'amenuise et les vrais problèmes demeurent. La programmation automatique de ce duel ne rendrait pas service à la France parce qu'il ne permettrait pas de répondre aux défis qu'elle doit relever.

D'un côté la perspective d'un *bloc populaire protestataire*, agrégeant autour de Le Pen l'électorat ouvrier, employé et rural en colère contre les élites. Outre qu'on peut s'interroger sur la nature du capitaine – car les courants politiques ont une histoire et le Rassemblement national n'y échappe pas – croit-on pouvoir fonder un bloc de gouvernement sans élite ? Le Front populaire, le CNR, le gaullisme unissaient de vastes couches populaires aux élites. En 1936, le

Conseiller d'État et le patron de la CGT font le Front ; en 1943, Georges Bidault, Jacques Debû-Bridel et Jean Moulin sont liés au PCF, à la SFIO, à la CGT, à la CFTC ; en 1958, les élites gaullistes ont noué alliance avec une large base populaire. C'est la clé de la modernisation réussie du pays. Un bloc populaire protestataire ne peut pas réussir et cumule les risques.

L'autre perspective tient à un *bloc élitaire* autour d'Emmanuel Macron, regroupant les gagnants de la mondialisation, les électors de centre-droit et de centre-gauche, et ceux qui simplement repoussent l'hypothèse Le Pen. Pour paraphraser la formule de Gambetta, c'est une formation de « concentration libérale ». Mais cette stratégie est très périlleuse ; elle ranime un conflit classe contre classe qui ne permettra pas à la France de relever ses défis. Et à force de heurter les couches populaires, elle risque de les précipiter vers le pire.

On le voit bien, l'issue serait un *bloc républicain*, alliant une majorité des couches populaires à des élites soucieuses de justice sociale. C'est toujours ainsi que la France s'est redressée. On ne fait rien bien longtemps contre les couches populaires ; on ne fait rien sans elles. L'objectif d'un bloc républicain serait de ramener le Rassemblement national au-dessous de la barre du tiers des électeurs. Le moyen serait de répondre aux attentes des ouvriers, des employés, des ruraux. Cette reconquête des couches populaires exige une remise en cause de l'équation en vigueur depuis trente ans, que je résumerai en paraphrasant la sentence de Martin Luther King⁶ : « la gauche aime bien le peuple, mais elle place la construction européenne au-dessus des attentes populaires ; la droite aime bien la nation, mais elle place l'Union européenne au-dessus de la nation ».

Toute recomposition implique de regagner la confiance des couches populaires : rappelons que 47 % des ouvriers et 32 % des employés votent Le Pen⁷. Et pour le faire, il ne s'agit pas d'insulter « les déplorables », de dénigrer les « clopes-diesel », il s'agit de répondre à des demandes qui se confondent avec l'intérêt général : revalorisation du travail, réindustrialisation, lutte contre les déserts ruraux et les déserts médicaux, réhabilitation des services publics en ruine, immigration régulée, sécurité mieux garantie, laïcité bien comprise...

Emmanuel Macron est-il en mesure de le faire et d'élargir son assise politique, aujourd'hui stable à 30 % ? Peut-il passer d'un bloc élitaire à un bloc républicain ?

⁶ Martin Luther King : « Je n'aime pas les modérés car ils aiment la justice. Mais ils placent l'ordre au-dessus de la justice », 1963.

⁷ IFOP, étude sortie des urnes, élections européennes 2019.

Peut-il réunir sur une base plus large que le repoussoir anti-Le Pen ? C'est poser la question de ses priorités : investissement ou règle des 3 %, pouvoir d'achat ou rigueur budgétaire, services publics ou privatisations, sans parler des questions qui appellent une réconciliation des Français : immigration, laïcité, place de l'islam.

La gauche est-elle en mesure de forcer le destin, de bâtir un bloc républicain bien au-delà des couches urbaines favorisées ? Cela appellerait de sa part un aggiornamento salutaire, une capacité à se défaire de la tunique de Nessus du quinquennat Hollande. En est-elle capable ? Peut-elle se ressaisir autour ce que Íñigo Errejón nomme « *une idée de patrie radicalement démocratique et progressiste* »⁸ ? L'exigence écologique, le changement climatique s'imposent à son agenda mais ne suffisent pas à arracher le vote populaire à Le Pen ; dévoyée en idéologie, l'exigence écologiste serait une piste ambiguë. Et bien-entendu plutôt qu'une addition de logos : PS, PRG, Verts, LFI... c'est le « pourquoi faire » qui sera convaincant.

La droite LR qui a vu ses soutiens se disperser entre La République en Marche et le Rassemblement national peut-elle reprendre l'initiative autour d'un candidat mobilisateur, capable de retrouver ses brebis égarées et de pousser au-delà ?

Du paysage actuel peut-il surgir un homme ou une femme en mesure de changer la donne comme le fit Emmanuel Macron en 2017 ?

Dans le très beau roman de Jonathan Coe *Le cœur de l'Angleterre*, roman métaphore de nos sociétés en crise, c'est le personnage de Sophie, universitaire, urbaine et plutôt bobo qui va se réconcilier avec son ex, Ian, un employé petit-blanc dont la promotion a été brisée par le système de quota ethnique. C'est elle qui fait le premier pas. C'est elle qui va tirer sa sonnette pour se réconcilier. C'est une autre métaphore.

Plutôt qu'à des scénarios, c'est à cela qu'à mes yeux il faut songer. Reconquérir la confiance des milieux populaires exige de nous, des élites, de faire le premier pas. Jérôme Fourquet nous a dit leur désarroi devant la perte des repères et le morcellement d'un pays qui risque de revenir, comme le disait Mirabeau, à un « *agrégat inconstitué de peuples désunis* ». Il faut parler le langage de la citoyenneté au-delà des différences.

⁸ Íñigo Errejón, Entretien, *Le Vent se lève*, août 2017.

À Alexandre Devecchio, qui insiste sur le devoir des élites face aux populismes pour sauver la démocratie, et à David Djaïz, qui entend réhabiliter la nation démocratique face à une globalisation sans règle, de nous dire à présent comment ils conçoivent les temps qui vont venir.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Jean-Yves Autexier, pour cet exposé riche de suggestions, qui seront suivies ou non.

Je donne la parole à Alexandre Devecchio.

ALEXANDRE DEVECCHIO

Réconcilier le peuple et les élites autour de la nation

Merci pour cette invitation.

Je prendrai peut-être le problème autrement dans la mesure où je crois qu'on ne peut pas isoler la France du reste du monde. Ce que l'on constate en France, on le constate partout. C'est pourquoi mon livre s'intitule *Recomposition, le nouveau monde populiste*⁹. Je crois que nous sommes face à un phénomène global.

Trente ans exactement après la chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989), nous sommes à l'heure des conséquences, non de la chute du Mur, qui était un événement heureux, mais du modèle qui a été choisi par les élites à cette période-

⁹ *Recomposition, le nouveau monde populiste*, Alexandre Devecchio, éd. du Cerf, septembre 2019.

là. En 1992, dans *La fin de l'histoire et le dernier des hommes*¹⁰, Francis Fukuyama explique que la politique va disparaître, que la nation va disparaître et que la technocratie et le marché vont gouverner seuls un monde pacifié dans le vivre-ensemble planétaire. Trente ans plus tard, nous constatons que le scénario ne s'est pas réalisé comme prévu.

On avait promis plus de prospérité, notamment en Europe. Maastricht a été le laboratoire de ce nouveau monde globalisé dont ce traité devait être la quintessence. On nous avait promis au moment de Maastricht une prospérité économique, un multiculturalisme heureux. Il s'est passé exactement le contraire. Nous assistons à une paupérisation des classes moyennes et populaires. Aux États-Unis, l'espérance de vie des ouvriers blancs diminue. Les niveaux de vie ont stagné globalement. L'ouverture des frontières et le « mélange » des populations n'ont pas débouché sur plus d'ouverture mais au contraire sur des tensions communautaires. Il faut ajouter à la fracture sociale une fracture culturelle. Enfin, nous nous trouvons face à une crise de la démocratie avec un pouvoir qui, devenant supranational, s'est éloigné des citoyens. Et demain, dans ce modèle fondé en grande partie sur le libre-échange, nous pourrions affronter une crise écologique.

Donc, au bout de trente ans, les classes moyennes qui devaient être les grandes bénéficiaires de ce modèle et qui en font le bilan, se rendent compte que non seulement elles n'en ont pas bénéficié mais qu'elles en ont été les grandes perdantes. D'où un mouvement global de révolte des classes populaires et moyennes dans toutes les démocraties occidentales. On l'a vu en France avec les Gilets jaunes ; on l'a vu en Grande-Bretagne avec le Brexit ; aux États-Unis avec l'élection de Donald Trump ; on l'a vu en Italie avec la percée de Salvini ; on le voit même en Allemagne avec l'AfD.

Cela peut prendre différentes formes mais le même scénario se répète à chaque fois : les classes populaires et moyennes tentent d'imposer une nouvelle donne politique, souvent à travers des mouvements dits « populistes ». Jean-Pierre Chevènement a raison, le terme « populiste » est problématique puisqu'il a été forgé par le courant qui se revendique « progressiste » pour dénigrer l'adversaire et diaboliser le peuple. Mais, dans un souci de simplicité et dans la mesure où ceux

¹⁰ *La fin de l'histoire et le dernier des hommes (The End of History and the Last Man)*, Francis Fukuyama 1992. Nouvelle édition précédée d'un entretien avec Hubert Védrine, éd. Flammarion, Champs essais-Philosophie, mars 2018.

qui en étaient victimes ont su retourner l'injure et lui donner un sens noble, j'ai fait le choix de l'utiliser dans mon livre.

J'ai essayé de proposer une définition idéologique de ce phénomène « populiste ». Souvent, quand on parle de populisme, la première objection entendue chez les élites est que l'on ne peut pas parler au nom du peuple parce qu'en réalité le peuple n'existe pas, il n'y a que des individus. Il faudra quand même leur rappeler la définition de la démocratie : le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. La Révolution française, qui a débouché sur l'avènement de la République et de la démocratie, s'est faite au nom du peuple. Souvenons-nous de la célèbre harangue de Mirabeau le 23 juin 1789 qui marque l'émergence de la souveraineté populaire : « Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ! » « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. », proclame la Constitution française. Difficile d'expliquer que le peuple n'existe pas !

Je propose trois définitions du peuple :

Les populistes entendent d'abord restaurer la souveraineté du *demos*, confisquée, selon eux, par une démocratie de moins en moins représentative, mais aussi par les forces du marché et par différentes instances supranationales non élues qui entendent dicter au peuple la marche à suivre : les commissaires de l'Union européenne, les juges de la CEDH, ceux de la Cour suprême américaine, les experts de l'ONU ou encore certaines ONG. Un phénomène d'effacement du peuple du processus démocratique que le constitutionnaliste Maurice Duverger nommait « la démocratie sans le peuple ». Les populistes entendent ainsi revenir à la promesse originelle de la démocratie : donner le pouvoir au peuple *demos*.

Sur fond de crise migratoire, de faillite des modèles d'intégration et de basculement démographique, les populistes entendent protéger l'homogénéité du peuple *ethnos*. Cela leur vaut souvent l'accusation de racisme, de xénophobie, ou encore d'ethno-nationalisme. En réalité, l'ambition des populistes n'est pas de préserver la pureté ethnique du peuple, mais son mode de vie, son modèle social (qu'ils entendent réserver aux seuls nationaux : préférence nationale, etc.) et bien sûr sa culture face à un multiculturalisme conflictuel et un islamisme conquérant. C'est ce que Dominique Reynié appelle le « populisme patrimonial » dont le but est de défendre le patrimoine matériel des peuples, leur niveau de vie, mais aussi

leur patrimoine immatériel, c'est-à-dire leur héritage culturel, leur droit à une forme de continuité historique. Ils s'adressent ainsi aussi bien aux nationaux appartenant au groupe ethnoculturel majoritaire (Français de souche dans le cas du FN, petits blancs américains dans celui de Donald Trump) qu'aux citoyens de toutes origines dans la mesure où ces derniers sont assimilés.

Enfin les populistes s'adressent aussi au peuple en tant que *plebs* puisqu'ils prétendent défendre en priorité les grands perdants de la mondialisation que sont les classes moyennes et populaires en voie de déchéance sociale et culturelle. Le milliardaire Donald Trump en a fait le cœur de son électorat de même que Marine Le Pen. Elles sont également à l'origine du Brexit ou du mouvement des Gilets jaunes.

L'opposition entre le peuple, paré de toutes les vertus, et les élites, présentées comme coupées de la réalité et arc-boutées sur leurs privilèges, peut paraître binaire et dangereuse. Les populistes sont souvent accusés de diviser la société et d'être les instigateurs d'une nouvelle lutte des classes. Cependant, force est de constater que les fractures dénoncées par ces derniers existent et que le modèle d'ouverture défendu par la classe dirigeante a favorisé les élites tandis que la grande masse des oubliés voyait son niveau de vie stagner ou baisser et son environnement bouleversé par les nouveaux venus. Les classes populaires et moyennes occidentales souffrent d'une triple dépossession – économique, culturelle et démocratique – mais n'entendent pas disparaître. Le vote populiste n'est rien d'autre que leur cri de révolte.

Nous sommes vraiment dans une période de recomposition. Comme le souligne Gaël Brustier, l'ère de la domination néolibérale est en passe de s'achever. La droite et la gauche sont en crise au point d'oublier ce qui les distingue, tandis que les « populismes » semblent en pointe dans le « combat culturel » sans pour autant parvenir à imposer leur « hégémonie ». Au sens gramscien, nous nous situons dans un « interrègne » entre deux « hégémonies » : « un monde se meurt et un autre tarde à naître ». Sera-t-il populiste ou le populisme ne sera-t-il qu'une étape transitoire contribuant avant tout au déagisme des anciennes structures ? Une chose paraît certaine, l'ordre global, tel qu'on l'a connu, est à terme condamné. Contrairement à ce qu'avait théorisé Francis Fukuyama après la chute du bloc soviétique, l'Histoire n'est pas finie : la « mondialisation heureuse », régie par la technocratie et le marché, est désormais une idée du passé.

J'en arrive maintenant à la situation particulière de la France.

En France, on ne voit pas de solution. Il n'y a pas, *a priori*, de mouvement qui puisse remettre en cause le *statu quo*. Cela tient à plusieurs choses.

La France se distingue généralement par une politique contracyclique. C'est une spécificité de notre pays. C'est au moment où débute la révolution néolibérale, au moment où Margareth Thatcher et Ronald Reagan arrivent au pouvoir, que François Mitterrand est élu. Il ne prendra finalement le tournant de la rigueur qu'en 1983, s'alignant plus lentement, freiné par sa majorité socialiste (et par la présence d'un Jean-Pierre Chevènement dans ses rangs). Entrés plus tardivement dans ce cycle, il est peut-être normal que nous en sortions plus tard. Les premiers pays qui sont en train d'en sortir, paradoxalement, sont la Grande-Bretagne et les États-Unis.

La deuxième spécificité de la France est la présence du Rassemblement National qui brouille le jeu politique. Pourtant deux blocs s'opposent : une France du Oui et une France du Non. La France du Oui, qui a plutôt élu Emmanuel Macron, est structurellement minoritaire (25 %). La France du Non, qui se réfugie dans l'abstention ou se retrouve chez Marine Le Pen, est potentiellement majoritaire. Cette « France périphérique » pèse environ 60 % selon Christophe Guilluy, mais elle est divisée et refuse de se rassembler derrière Marine Le Pen. Je ne qualifierai pas cette dernière d'extrémiste de droite, ni même de réactionnaire. Il lui arrive d'avoir des intuitions justes, des intuitions populistes. Mais elle s'inscrit dans une généalogie d'extrême-droite qui dissuade beaucoup de gens de rejoindre un parti qui a cette histoire-là, on peut les comprendre. De plus elle a affiché des limites personnelles durant l'entre-deux-tours de la présidentielle notamment, illustrant le fait que son parti souffre de l'absence d'élites en son sein. Or même si les élites dirigeantes de ces dernières années nous ont conduits dans le mur, on a besoin d'élites pour gouverner. Tout cela fait que, *a priori*, Marine Le Pen est structurellement inéligible, ce qui crée une impasse et un affrontement stérile bloc contre bloc qui risque de dégénérer en lutte des classes. Je crois d'ailleurs que le mouvement des Gilets jaunes a émergé en France parce que le Rassemblement National ne représentait pas un espoir politique. Quand il n'y a personne pour capter la révolte du peuple, le peuple se révolte dans la rue et parfois de manière excessive.

Je souhaite que nous sortions de cette impasse politique. Si nous ne sommes pas encore dans le scénario de l'archipélisation (le sous-titre du livre de Jérôme Fourquet précise « Portrait d'une France à naître »), pour éviter d'en arriver là il nous faudra revenir à un certain nombre de fondamentaux de la République, de la nation (je trouve ce terme plus clair).

Il faut revenir à la nation parce que les classes populaires demandent des protections que seule la nation peut leur donner dans le cadre de ses frontières, frontières économiques ou protections contre une immigration mal contrôlée.

La nation est aussi le cadre indépassable de la démocratie. On voit bien que l'Europe est de plus en plus post-démocratique. La démocratie libérale est, en effet, fondée sur un subtil équilibre entre volonté générale et libertés individuelles. Mais depuis quatre décennies, cet équilibre tend à se rompre au profit d'un individualisme radical et d'un « minoritarisme ». L'explosion du cadre national, sous les coups conjugués de la disparition des frontières, de l'interdépendance des marchés et de la multiplication d'autorités supranationales non élues, accentue cette dérive. Au point que nos démocraties libérales ont évolué, non vers des régimes autoritaires ou illibéraux, mais tout au contraire vers des systèmes libéraux mais de moins en moins démocratiques. Nous vivons dans un système qui garantit les libertés individuelles et l'État de droit mais dans lequel beaucoup de citoyens ont de plus en plus le sentiment que leur voix ne compte plus. À cause des institutions financières et du rôle de l'argent, mais aussi des institutions technocratiques et juridiques, dont l'Union européenne est la plus emblématique.

Il faut donc quelqu'un qui s'empare de ces thématiques, un homme d'État, un *leader* souverainiste, plutôt conservateur sans être réactionnaire, car l'idée de protection sous-entend la conservation des modes de vie, des choses qui nous sont chères. Le problème c'est qu'aujourd'hui ce *leader* on ne le voit pas !

Nous avons donc un problème d'incarnation.

La première solution serait un *leader* gaullo-bonapartiste. C'est arrivé plusieurs fois dans notre histoire, il ne faut pas désespérer. D'ailleurs je crois qu'au fond le gaullo-bonapartisme n'est rien d'autre qu'un nationalisme populiste haut de gamme.

La deuxième solution, la solution la plus raisonnable pour que la situation ne dégénère pas en lutte des classes et en archipélisation de la société serait tout simplement une réconciliation entre le peuple et les élites. C'est sur cette

proposition que mon livre se conclut. D'ailleurs *Recomposition* s'adresse davantage aux « élites » qu'au peuple. Je viens d'un milieu plutôt populaire, mon travail au *Figaro* m'amène à côtoyer un certain nombre de personnes, je navigue donc un peu entre les deux mondes. Et j'ai écrit ce livre justement pour convaincre le monde « d'en haut » qu'à cet affrontement bloc contre bloc, même si Emmanuel Macron était réélu, il n'y aurait que des perdants. C'est une solution à court terme. On voit bien ce qui risque de se passer : une victoire – très courte cette fois-ci – d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen et un ressentiment profond dans la population rendraient la situation ingouvernable. On voit à quel point il est difficile de gouverner aujourd'hui. Que serait-ce en cas d'élection extrêmement serrée ?

J'ai voulu aussi convaincre ces élites que l'archipélisation toucherait tout le monde. Elles pensent à tort qu'elles ont les moyens de la frontière invisible (elles sont mobiles, elles voyagent) et se croient protégées dans les grandes métropoles d'où les classes populaires sont refoulées pour cause de prix du mètre carré inabordable. Mais quand le chaos s'installe, il frappe tout le monde. On l'a vu tristement le 13 novembre 2015 où il a frappé au cœur de Paris. D'une certaine manière on l'a vu avec les Gilets jaunes, quand cette France que certains ne voulaient pas voir est apparue, parfois dans toute sa crudité, venant manifester sous les fenêtres de Français plutôt privilégiés. Il est absurde de croire que 20 à 25 % de la population serait épargnée par le chaos. J'ai voulu les en convaincre.

J'ai voulu aussi les convaincre que si par démocratie on entend la démocratie libérale (à laquelle je suis plutôt attaché), les institutions, les libertés fondamentales, l'État de droit, les contre-pouvoirs, toutes choses sur lesquelles il n'est pas question de revenir, la démocratie c'est aussi la souveraineté populaire. Il est impératif de retrouver un équilibre entre les deux. Ce n'est pas un hasard si le RIC (référendum d'initiative citoyenne) est venu comme une des premières revendications des Gilets jaunes.

Il est illusoire de croire qu'une démocratie peut fonctionner sans élite pour la représenter et la guider. Mais il est encore plus déraisonnable de penser qu'une démocratie pourrait fonctionner sans le peuple ou, pour reprendre la célèbre formule de Bertolt Brecht, qu'on pourrait le dissoudre lorsqu'il vote « contre ». « Le peuple est à ma connaissance le dépositaire le plus sûr des pouvoirs ultimes de la société », écrivait Thomas Jefferson, l'un des pères fondateurs de la démocratie américaine. Il va falloir écouter ce peuple. Emmanuel Macron semble parfois infléchir son logiciel, il a parlé d'immigration, je crois qu'il ne l'a pas fait

simplement par stratégie électorale mais parce qu'il pense que cette question est désormais incontournable. Sur la question européenne, il a dit récemment que les 3 % étaient quelque chose d'absurde. Même si je suis assez sceptique, il faut poursuivre dans cette direction. L'obstination dans l'affrontement populisme/élitisme ne ferait que des perdants. C'est pourquoi, la raison commande de réconcilier le peuple et les élites, les populistes et leurs adversaires en conciliant les aspirations nationales des premiers avec les aspirations transnationales des seconds. David Goodhart a raison lorsqu'il affirme que le plus grand défi pour la prochaine génération est la création d'une nouvelle règle du jeu politique entre « *Anywheres* » (« ceux de n'importe où ») et « *Somewheres* » (« ceux de quelque part »). Il faut prendre en compte de manière plus équitable les intérêts et les valeurs des *Somewheres* sans écraser le libéralisme des « *Anywheres* ».

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci Alexandre Devecchio, pour cet exposé décapant et même provocant. Je vous souhaite beaucoup de courage dans l'entreprise qui consiste à convaincre les élites que vous côtoyez.

Pour conclure les interventions, la parole est à David Djaïz dont je rappelle le livre récent : *Slow démocratie* (éd. Allary).

DAVID DJAÏZ

Les nouveaux clivages à l'heure de la mondialisation

Merci, Monsieur le ministre.

Dans un colloque sur la recomposition politique en France tout le monde s'attend à ce que l'on parle de la gauche et de la droite et à ce que l'on évoque le paysage politique français. Au risque de vous surprendre – en espérant ne pas vous décevoir – dans mon propos, de gauche et de droite il ne sera guère question et de la France très peu. J'espère que cela s'éclairera à la fin.

Je partirai de la théorie des clivages partisans, élaborée par deux grands maîtres de la science politique, deux des plus grands esprits du XX^{ème} siècle, à mon sens trop peu étudiés en France, Lipset et Rokkan¹¹, politistes mais surtout historiens du temps long qui s'intéressent à la formation des clivages politiques dans les démocraties libérales depuis la fin du XIX^{ème} siècle.

Les sociétés démocratiques, à partir du moment où elles sont reconnues comme telles, ne sont pas des sociétés trifonctionnelles, séparées en ordres ou en castes comme c'était le cas sous l'Ancien régime. Elles sont partagées selon des lignes de faille fonctionnelles d'une part, territoriales et culturelles d'autre part, qui déterminent *in fine* une structuration partisane ou politique autour de positionnements sur l'échiquier en vue de la conquête du pouvoir.

L'histoire de la démocratie européenne depuis la fin du XVIII^{ème} siècle qui vit son émergence dans la Révolution française, jusqu'aux années 1960, fin des Trente Glorieuses, est l'histoire d'un long processus de nationalisation.

Processus de nationalisation qui s'est fait d'abord sur le terrain économique. On l'oublie souvent mais la nation française, par exemple, a été construite par un *apparatus* administratif qui, comme Karl Polanyi le rappelle dans son excellent livre *La grande transformation*¹², consistait avant toute chose à établir des voies de communication et à relier des places de marchés locales. Cet *apparatus* administratif est donc indissociable d'une forme de nationalisation économique. En effet, avant les processus de nationalisation qui apparaissent au XVI^{ème} siècle, le marché ce sont des places locales. Ces places locales peuvent être reliées entre elles à travers les foires ou les compagnies marchandes, auquel cas nous avons un marché inter-villes ou inter-cités. Mais l'ouverture d'un véritable marché national qui suppose des infrastructures de transport, un abaissement des droits de douane intérieurs (tel l'octroi) et un certain nombre d'investissements ne peut

¹¹ *Party Systems and Voter Alignments.*, Stein Rokkan et Seymour M. Lipset, Free Press, 1967. (En français l'introduction de ce volume, passage incontournable pour tout étudiant dans le champ de la science politique : *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Coll. UB lire Fondamentaux, Université de Bruxelles, 17 septembre 2008).

¹² « *The Great Transformation* », Karl Polanyi, 1944. Traduction française : *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. Catherine Malamoud et Maurice Angeno, préface de Louis Dumont, Bibliothèque des sciences humaines, Gallimard, 1983.

qu'être l'œuvre d'un appareil d'État, d'une administration. La nationalisation économique est donc indissociable, dans l'histoire de France en particulier, de la nationalisation administrative.

La nationalisation politique intervient plus tard, avec la monarchie mais surtout la Révolution française qui introduit la République puis, péniblement, au XIX^{ème} siècle, la démocratie. Ce processus de nationalisation va prendre un tournant social car l'économie et la politique ne font pas toujours bon ménage et les forces centrifuges et inégalitaires du capitalisme au XIX^{ème} siècle provoquent sur la société, notamment dans la condition ouvrière, des dégâts absolument insupportables, en contradiction flagrante avec les principes de liberté et d'égalité politiques qui avaient été proclamés lors de la Révolution française et inscrits au frontispice des édifices publics. On va donc édifier, à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, ce qu'on appelle l'État social, lui aussi dans une perspective nationale.

Ce processus de nationalisation, commun à tous les pays européens, va générer quatre types de clivages politiques selon Lipset et Rokkan. On verra que dans ces quatre types de clivages, celui qu'on appelle journalistiquement, dans le commentariat, le clivage gauche-droite, n'apparaît pas.

Le clivage le plus ancien est celui qui oppose le centre à la périphérie. Dès le XVI^{ème} siècle, une opposition très forte se dessine entre une élite en voie de nationalisation, composée pour l'essentiel de la bourgeoisie ascendante, et des résistances qui émanent des folklores et des cultures locales, des féodalités. Ce clivage est antérieur à l'avènement de la démocratie puisqu'on voit bien que la Fronde, par exemple, peut être interprétée à l'aune de ce clivage Centre/Périphérie.

Le deuxième clivage, selon Lipset et Rokkan, va opposer des États, des appareils administratifs en voie de sécularisation et les privilèges corporatistes que continuent à détenir les Églises (ce processus de nationalisation commence au moment de la Réforme et de la contre-Réforme).

Pour Lipset et Rokkan, le troisième clivage est une opposition Urbain/Rural. En réalité, c'est une opposition économique (que l'on lit très bien dans l'économie politique classique du XVIII^{ème} siècle et du début du XIX^{ème} siècle, chez Ricardo par exemple) entre la vieille aristocratie foncière, terrienne, propriétaire des terres agricoles et la nouvelle bourgeoisie industrielle, la nouvelle aristocratie financière, dont parle aussi Karl Marx dans *Les luttes de classes en France* (1850),

et qui va se manifester par exemple au moment des batailles parlementaires autour de l'abolition des *Corn laws*. Faut-il truquer ou subventionner les prix agricoles ou au contraire laisser libre cours ? Ce débat va déchirer les propriétaires terriens, la vieille aristocratie foncière, que l'on trouve en Angleterre, en France et même en Prusse, et la bourgeoisie industrielle ascendante.

Le quatrième clivage, celui qui nous est le plus familier mais qui est le plus récent dans ce processus de nationalisation, selon Lipset et Rokkan – et je le fais mien – est l'opposition Travail/Propriété. Cette opposition ne se diffuse dans le champ politique partisan qu'à partir de la révolution de 1917. Dans l'histoire longue de la nationalisation et de la démocratisation – deux processus relativement indissociables, comme le disait Alexandre Devecchio – c'est vraiment le clivage le plus récent.

Les systèmes partisans se sont très largement configurés autour de ces quatre clivages. En France, sous la Troisième République, de Gambetta à Daladier, on a un bloc dominant, que j'appellerai le bloc jacobin. Ce bloc jacobin est composé d'une élite nationale plutôt centralisatrice, soutenue par la fonction publique d'État (tels les « Hussards noirs de la République ») ; il est plutôt laïque, comme on le voit avec les lois du père Combes et avec les débats sur la question de la séparation des Églises et de l'État qui vont agiter la Troisième République ; il est plutôt composé d'une bourgeoisie urbaine (petite bourgeoisie, artisans et commerçants enrichis) ; le quatrième clivage a un peu perturbé la structuration partisane dans les années 1920, aboutissant au Congrès de Tours qui vit la scission entre les communistes, qui veulent la révolution, et ce qui allait devenir par la suite la SFIO et le Parti socialiste emmenés par des gens comme Léon Blum.

Ces clivages structurants permettent de comprendre le paysage politique. Liés à un processus fondamental qui intervient dans toutes les sociétés européennes entre le XVIII^{ème} siècle et la fin des Trente Glorieuses, ils expliquent la distribution partisane différente d'une nation à l'autre : la contre-Réforme dans certaines nations, la Réforme dans d'autres, n'auront pas la même incidence sur le clivage Églises/État. De même dans certaines nations où l'industrialisation est plus timide, les partis agrariens vont rester extrêmement forts. Mais cela reste la grille explicative absolument essentielle durant cette époque.

J'introduis maintenant une deuxième distinction (j'espère ne pas être trop spéculatif).

Les quatre clivages se répartissent en deux types de clivages :

Un premier clivage sur le changement lui-même qui inclut le clivage qui porte sur le processus de nationalisation lui-même, le clivage Centre/Périphérie, et le clivage entre aristocratie foncière et bourgeoisie ascendante (Rural/Urban) qui porte sur la consolidation d'un capitalisme industriel très lié à la nation.

Les deux autres clivages ont plutôt trait aux modalités ou au rythme du changement : le clivage État/Églises vise à déterminer qui va contrôler ce changement. En effet, on aurait pu avoir un processus de nationalisation entièrement contrôlé par l'Église, comme ce fut le cas dans certains pays. Le clivage prolétaires/capitalistes est aussi selon moi plutôt un clivage qui porte sur la modalité que sur le changement lui-même, c'est-à-dire un clivage qui porte sur la modalité du partage de la valeur capitaliste.

Nous vivons depuis la fin des Trente Glorieuses un changement très profond. Telle est la thèse que je voudrais soutenir, m'appuyant à la fois sur les travaux de Lipset et Rokkan et ceux de Hanspeter Kriesi, autre très grand politiste, et de Pierre Martin, un spécialiste de ces questions qui enseigne à Grenoble.

Pour le comprendre, il faut comparer le paysage partisan durant les Trente Glorieuses à ce que le paysage politique est en train de devenir.

Les Trente Glorieuses voient une hégémonie du bloc social-démocrate qui communie dans le capitalisme démocratique. On parle à cette époque de club ou de cartel de partis de gouvernement. Le bloc central se retrouve partout en Europe, composé des forces social-démocrates, des forces chrétiennes démocrates (plus faibles en France que dans d'autres pays européens, fortes dans des pays comme l'Italie) et d'une droite libérale conservatrice relativement modérée. Le débat public se déroule entre ces trois forces sur des choses un peu paramétriques pour déterminer les modalités du partage de la valeur, etc. À l'extrême-gauche, le Parti communiste continue d'afficher un horizon révolutionnaire et ne participe pas à ce jeu tout en y occupant une place. Une petite extrême-droite survit, néo-nazie ou agrarienne selon les contextes nationaux.

Arrive la fin des années 1960 et la fin des Trente Glorieuses qui trouve son origine dans le sentiment d'une surchauffe sociale très prégnant dans les élites politiques, intellectuelles, administratives, l'année 1968 constituant un point de bascule. Ces élites prennent conscience que la démocratie devient ingouvernable

(toute une littérature germe dans les années 1970 sur l'ingouvernabilité de la démocratie). Je mentionne dans mon livre le rapport commis par Crozier, Huntington et Watanuki¹³, trois des plus grands sociologues de l'époque, qui constatent que les sociétés sont devenues ingouvernables. La très forte demande à laquelle les gouvernements n'arrivent plus à répondre entraîne une surchauffe, une surcharge. À cette surchauffe sociale s'ajoute une surchauffe économique : l'essoufflement des gains de productivité freine les hausses de salaires et enraye l'économie keynésienne aut centrée des Trente Glorieuses. Enfin, la désindexation du dollar sur l'or décidée par Nixon en 1971 et la mesure de rétorsion de l'augmentation des prix du pétrole de 1973 dégradent considérablement les marges des entreprises. On se retrouve dans un phénomène de détérioration des profits des entreprises et, au niveau macro-économique, de stagflation : la croissance s'arrête ou ne progresse plus aussi vite que durant les Trente Glorieuses et il y a de l'inflation parce qu'on est dans un système de changes flottants et de grand désordre monétaire. Cette époque voit une crise d'hégémonie du capitalisme démocratique et la fin du long cycle de nationalisation qui avait distribué les clivages partisans. Je précise que le clivage gauche-droite ne fait pas partie des clivages partisans. Le clivage gauche-droite est une représentation simplifiée et journalistique de la réalité pour présenter un phénomène macro-structurel de bien plus grande ampleur.

Cette crise du capitalisme démocratique va prendre plusieurs figures. En fait c'est un capitalisme démocratique social et territorialisé. Il est démocratique parce qu'il s'encastre dans des armatures démocratiques ; il est social parce qu'il y a du dialogue social autour du partage de la valeur ; il est territorialisé parce qu'il est quand même très lié à des nations (ce n'est pas pour rien qu'on parle d'économie keynésienne nation-centrée).

Dans les années 1970, ce capitalisme continue d'exister mais il mute, il se « dé-démocratise », il se désocialise, puisque les syndicats sont littéralement brisés ou mis sous contrainte (quand Reagan arrive au pouvoir, face à une grande grève qui paralyse le transport aérien, il s'empresse de faire remplacer les aiguilleurs du ciel par des militaires, ce qui est une façon d'intimer aux syndicats, l'ordre de se taire),

¹³ *The Crisis of Democracy: On the Governability of Democracies*, rapport écrit en 1975 par Michel Crozier, Samuel P. Huntington, et Joji Watanuki pour la Trilatérale (édité la même année par le *New York University Press*).

et il se déterritorialise (je n'ai pas besoin de vous raconter l'histoire de l'intégration financière par exemple à partir des années 1980).

Voilà pourquoi je soutiens que nous sommes en présence d'une mutation systémique aussi importante que celle qui s'est lentement engagée depuis la Réforme et la contre-Réforme et, *a fortiori*, depuis la Révolution française et la révolution industrielle. Réforme, révolution politique et révolution économique vont de pair, c'est ce qu'on a appelé le processus de nationalisation. Un autre processus de même ampleur s'enclenche, le processus de mondialisation, ou ce que Pierre Martin appelle quant à lui « la révolution mondiale ».

Un changement de paradigme systémique affecte forcément la distribution du paysage politique.

Comment la théorie des clivages peut-elle fonctionner dans un contexte de mondialisation qui est un fait social total au moins aussi important que la nationalisation ?

Face au changement un clivage se produit entre les partisans de la mondialisation libérale (ceux qui l'acceptent et ceux qui l'encouragent) et les partisans de l'autarcie qui souhaiteraient retrouver un univers analogue à celui qui existait dans les Trente Glorieuses. Dans la réalité il subsiste peu de partisans de l'autarcie dans les sociétés européennes ou occidentales car, de gré ou de force, tout le monde s'est converti à la mondialisation économique. En Grande-Bretagne, par exemple, le premier ministre James Callaghan, qui tente en 1976 une politique de relance keynésienne comparable à ce qui se pratiquait durant les Trente Glorieuses, se retrouve face à une situation économique incontrôlable, au point de devoir faire appel au FMI qui lui impose un programme d'ajustement structurel très dur. En France, la gauche de François Mitterrand, arrivée au pouvoir en 1981 sur une équation économique à peu près similaire à celle de Callaghan en 1976, choisit, deux ans plus tard, le tournant de la rigueur et de la désinflation compétitive, entrant de plain-pied dans la mondialisation. Ce clivage n'est donc pas très opératoire pour comprendre la recomposition politique.

En revanche, les clivages liés au rythme et aux modalités pourraient être opérants :

On a vu se dessiner dans les années 1990 un clivage relatif au rythme de la mondialisation entre ceux que j'appellerai les altermondialistes, favorables à une autre mondialisation, à d'autres règles du jeu, à d'autres principes de distribution,

même s'ils ne contestent pas, en soi, le phénomène de mondialisation, et les néolibéraux qui, au contraire, souhaitent doter la mondialisation des politiques publiques et des armatures institutionnelles qui la confortent, l'accélèrent, la consolident.

Sur les modalités de cette mondialisation, je crois discerner un clivage entre identitarisme, résistance des identités nationales folklorisées, et universalisme, étant entendu qu'universalisme ne signifie pas dénationalisation.

Cela nous amène à quelques réflexions sur la situation de la France.

Il me semble que la gauche de gouvernement s'est fracassée sur la question de la mondialisation parce qu'elle a été incapable d'imprimer une pensée originale et structurante sur cette question, soit qu'elle ait été dans des schémas qui relevaient des Trente Glorieuses et de l'économie autocentrée, soit qu'elle ait été au contraire dans une pure logique d'acquiescement et d'accompagnement au néolibéralisme, comme l'a souligné Jean-Yves Autexier. Mon sentiment est que les forces qui étaient centrales sur l'échiquier politique durant les Trente Glorieuses ne sont plus pertinentes aujourd'hui pour faire face aux clivages dessinés par le processus que nous traversons, ni même pour y rentrer. Ce n'est pas un hasard si la social-démocratie est en voie d'effondrement partout en Europe, comme des dominos. Même si l'on observe quelques résurgences et quelques résistances ici et là c'est quand même une tendance lourde. La droite traditionnelle, la droite gaulliste sociale, est elle-même effondrée.

Jérôme Fourquet disait que la traduction électorale des dynamiques se fait parfois à retardement, c'est exactement ce qui se passe en France s'agissant de la gauche et de la droite :

À partir de 1983, la gauche change complètement ses fondamentaux mais conserve son électorat par effet d'hystérèse (un peu comme dans les dessins animés une voiture, avec la force d'entropie, continue à voler au-dessus du précipice quelques secondes avant de s'écraser).

Il est arrivé à peu près la même chose à la droite en 1995 quand Jacques Chirac, qui avait fait campagne sur les fondamentaux (fracture sociale, gaullisme social), nomme Alain Juppé à Matignon et engage des réformes technocratiques de « mise aux normes » de la France aux standards de la mondialisation. Cela s'est terminé comme on sait, dans une période hivernale où il y a eu beaucoup de grèves. La droite s'est donc elle aussi effondrée.

L'année 2017 a fonctionné comme un révélateur de ces effondrements qui ont mis plus de temps à arriver que la réalité des rapports de force.

Comment le paysage politique va-t-il se réorganiser à partir de là ?

J'ai le sentiment qu'à l'échelle de l'Occident nous sommes en présence d'une tripartition du paysage politique.

Un bloc central que j'appelle libéral-mondialisateur, qui représente environ un tiers de l'électorat, est composé de gens très diplômés et regroupe aussi bien des électeurs ou des anciens électeurs de la droite marchande que des partisans de ce que Thomas Piketty appelle la « gauche brahmane ». Il y a un écart de revenus entre la droite marchande et la gauche brahmane, en revanche il y a un même niveau de diplômes et la variable du diplôme est plus explicative que la variable du revenu. Ce bloc élitaire, qui a un certain coefficient d'optimisme, constitue un bloc centriste mondialisateur.

Un bloc de droite identitaire, national-populiste, ne conteste pas les fondamentaux de la mondialisation libérale sur le plan économique mais les rejette sur le plan culturel : on observe dans ses rangs un rejet très fort des variables culturelles que sont le multiculturalisme, l'immigration... En revanche, je ne discerne pas de rejet structurant du capitalisme mondialisé. Par exemple, Viktor Orbán célèbre dans ses discours la libre concurrence, la liberté de circulation des capitaux, se réjouit d'accueillir des sous-traitants de l'industrie automobile allemande mais c'est sur les variables culturelles qu'il est le plus hostile à l'ordre libéral européen. C'est un point qui pourrait être discuté mais qui me semble assez significatif.

Sur la gauche de l'échiquier, une gauche que je dirai éco-socialiste, encore à l'état de débris ou de fœtus, accepte le volet culturel de la mondialisation, le multiculturalisme, l'immigration, la diversité, etc. En revanche, elle est beaucoup plus hostile aux logiques du capitalisme financier, donc à son volet économique, et elle est beaucoup plus diplômée que ne le sont les soutiens de la droite identitaire.

Cela dessine, conformément aux analyses de Jérôme Fourquet, une fragmentation du paysage politique qui est pour moi source d'inquiétude parce qu'elle n'est pas de nature à permettre la reconstitution d'un véritable « bloc historique » au sens où l'entendait Gramsci, c'est-à-dire un bloc constitué de classes sociales très différentes. En face d'un bloc élitaire en voie de consolidation, même s'il reste fragile à ce jour, le bloc populaire reste extrêmement divisé sur

des questions fondamentales comme l'immigration ou la redistribution (une partie des classes populaires sont fondamentalement hostiles à tout progrès de la redistribution). La situation de ce point de vue est extrêmement angoissante.

Je suis pour ma part persuadé qu'il faut travailler à la constitution d'un bloc républicain qui constitue une alliance de classes entre des professions intellectuelles supérieures et des classes populaires. Mais, compte tenu de la réalité des rapports de force et de la reconversion partisane qui est à l'œuvre, ceci me semble difficile.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, David Djaïz, de cette avalanche de concepts qui ne permettent pas quand même de définir trois blocs. Le bloc constitué de « débris » n'est pas vraiment un bloc. Les deux autres sont des blocs assez typés que l'on sent présents. Ce n'est pas seulement l'effet de cette disposition de notre constitution qui veut que ne peuvent être présents au second tour que ceux arrivés en tête au premier tour. Je crois qu'il y a un phénomène beaucoup plus profond de décomposition.

Mais je ne veux pas anticiper sur le débat.

Nous avons un discutant qui va nous faire part de ses réflexions en la personne de Stéphane Rozès.

Débat final

STÉPHANE ROZÈS

Merci.

J'interviendrai à partir des propos qui ont été tenus par cette jeune génération d'essayistes qui a une analyse très construite et prometteuse et le grand avantage de prendre à bras le corps les problèmes de la période qu'elle comprend mieux que la majorité de la génération antérieure car libérée de ses clichés et approches manichéennes.

Je ne serai donc pas tant un discutant qu'un « pivotant ». Je partirai des constats avec lesquels je suis largement d'accord pour interroger nos orateurs sur les fondamentaux de leurs grilles d'analyse. Car de là va dépendre la façon dont on voit les recompositions actuelles et à venir.

Jean-Pierre Chevènement l'a dit, ce débat arrive après un débat antérieur, également de haute tenue, sur les recompositions du capitalisme.

En 2018, Emmanuel Macron avait dit devant les ambassadeurs, selon moi à juste titre, que « *partout dans le monde, les identités profondes des peuples ont resurgi, avec leurs imaginaires historiques* »¹⁴. David Djaïz et Alexandre Devecchio, qui ont parlé des grandes séquences historiques, ont insisté sur cet aspect au travers du retour des nations, nationalismes et populismes sous différentes formes qui amène un questionnement à caractère théorique : N'aurait-on pas intérêt à bien distinguer le néolibéralisme de l'ultralibéralisme ?

L'ultralibéralisme, dans la lignée du libéralisme, établit au sein des nations un rapport capital/travail en faveur du capital et très dégradé pour le travail.

Le néolibéralisme, à rebours du libéralisme, est le processus qui dans la globalisation retire de la prise de la nation, de ses us et coutumes, de la souveraineté populaire, la conduite des politiques économiques, financières et numériques.

La nouveauté de la période actuelle, néolibérale, est alors que les modalités de la globalisation économique, financière et numérique se détachent de la mondialisation, mosaïque d'Imaginaires nationaux.

Les imaginaires nationaux en sont profondément déstabilisés en ce qu'ils se sentent dessaisis de la maîtrise de leurs destins et, en réaction, en reviennent à leurs caractères primitifs.

David Djaïz a fait, à juste titre, mention du rapport rédigé pour la Trilatérale par Huntington, Crozier et Watanuki qui expose noir sur blanc ce qu'est le néolibéralisme.

¹⁴ « *...partout dans le monde, les identités profondes des peuples ont resurgi, avec leurs imaginaires historiques. C'est un fait. Ceux qui croyaient à l'avènement d'un peuple mondialisé, protégé des morsures de l'histoire, se sont profondément trompés. Partout dans le monde, la psyché profonde est revenue à chacun de nos peuples, et c'est vrai, de l'Inde à la Hongrie, en passant par la Grèce, jusqu'aux États-Unis. Regardez-y de plus près, elle est parfois détournée, parfois exacerbée, mais c'est un fait qui dit quelque chose du retour des peuples. C'est une bonne chose sans doute, en tout cas, je le crois.* »

Le néolibéralisme qui y est théorisé consiste à extraire de la responsabilité des élus de la nation le soin d'expliquer aux personnes dont ils dépendent, les citoyens, que demain sera pire qu'hier. Il faut donc selon les auteurs, pour les aider, recourir à des formes d'instances et de gouvernance dites « indépendantes » de la souveraineté populaire. Les institutions européennes ont été le laboratoire de ce néolibéralisme dans lequel on retrouve comme inspireurs et dirigeants des fondateurs et personnalités de la Trilatérale.

Le néolibéralisme est devenu le vecteur le plus efficace de l'ultralibéralisme au sein de chaque nation, son contenant.

Cette distinction entre libéralisme, ultralibéralisme et néolibéralisme permet une cartographie précise selon que certains gouvernants sont néolibéraux et ultralibéraux tandis que d'autres peuvent être ultralibéraux et pas néolibéraux.

Elle permet également d'expliquer pourquoi c'est la question nationale et non sociale, qui prévaut dans le moment néolibéral et pourquoi c'est la droite qui profite de ces recompositions idéologiques et politiques des nations¹⁵.

Ma deuxième interrogation part de l'excellent livre de Jérôme Fourquet, géographe de formation que j'ai bien connu dès son arrivée dans la profession de sondeur et qui dresse des cartographies éclairantes de « l'archipel français ».

Du fait de nos histoires et imaginaires respectifs, la géographie est la discipline reine allemande alors que l'histoire est plutôt la discipline reine française. La particularité du géographe est de tenir tout dans l'idée de communauté territoriale. Cela amène Jérôme Fourquet à penser ensemble la réalité économique, sociale, culturelle, démographique et politique au travers d'une approche de territoire.

D'où la question que je voudrais poser à Jérôme Fourquet et à nos autres amis : Comment explique-t-on que la France s'archipélise de plus en plus, économiquement, géographiquement, culturellement, et, selon moi, se recentre idéologiquement ?

En effet les trois candidats de la présidentielle, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen, avaient en commun de se revendiquer explicitement du « patriotisme ». Chacun en donnait une définition très différente mais le point de départ était commun.

¹⁵ « L'imaginaire national à l'épreuve », S.Rozès, *Commentaire*, numéro 157, Printemps 2017.

Derrière cette question, il y a aussi une grille d'analyse : Comment s'articulent les questions que Marx appelait infrastructurelles (économiques et sociales) et les questions dites superstructurelles (culturelles et politiques) si on est d'accord avec le constat que la France s'archipélise et que pourtant, contrairement aux années 1980, on n'entend guère d'appels à rompre avec le capitalisme. Le pays est plus inégalitaire mais se recentre idéologiquement.

Ma troisième question concerne le propos de Jean-Yves Autexier qui a fait une description très précise des séquences électorales, embarquant une analyse autour de la question du « dégagisme » et de ses raisons profondes qu'il lie au rapport entre la nation qui élit des candidats et l'action menée par ceux qui arrivent au sommet de l'État. Cela peut expliquer que certains dans cette salle aient vu au départ avec un certain intérêt l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir. Je ne partage pas la thèse du caractère accidentel de son élection. Chaque campagne présidentielle est jalonnée d'« accidents ». Le sujet est de savoir pourquoi quelqu'un d'inconnu il y a trois ans raffle tout. On attribue communément cet imprévu aux médias ou aux affaires. Je n'y crois pas. Pour avoir été sondeur au moment de Maastricht, ou au moment du traité constitutionnel européen et de l'élection de Jacques Chirac, je vois bien le faible impact des médias sur l'opinion qui, de toute façon, ne croit pas aux médias. Chacun est critique et voit le voisin comme un benêt qui se laisse berné par les médias (tout cela fait d'excellents citoyens). Chaque présidentielle recèle accidents et rebondissements.

Le Président Macron a eu la lucidité et le courage de dire devant le Congrès que le premier mandat que lui avaient confié les Français était celui de restaurer la souveraineté de la nation¹⁶. Il était en effet le seul à dire, contrairement à François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, que notre destin ne dépendait pas de la soumission ou de la résistance à la mondialisation et que le malheur des Français ne venait pas d'eux mais du système politique de l'ancien monde.

Comment comprendre les Gilets jaunes si on ne prend pas au sérieux l'élection d'Emmanuel Macron comme celui qui a voulu restaurer la souveraineté de la nation ? Les Gilets jaunes émergent au moment où Angela Merkel déclare qu'elle

¹⁶ « *Ce mandat du peuple français donc, quel est-il ? C'est d'abord le mandat de la souveraineté de la Nation. C'est de pouvoir disposer de soi-même, malgré les contraintes et les dérèglements du monde...* »

privera Emmanuel Macron du deuxième étage de la fusée du macronisme qui devait relancer l'Europe. Alors le Président revient à la politique de ses prédécesseurs : celle des contraintes extérieures. Il ne dit plus sa vision, son propos, là où il veut emmener les Français, la restauration de la souveraineté nationale qui justifiait le consentement à ses réformes dès le départ jugées injustes socialement.

La question derrière le propos de Jean-Yves Autexier est comment s'articulent chez nous la question nationale, la souveraineté, et la question sociale, la justice ? Pourquoi, quand il y a réforme du Code du travail et réforme de la SNCF, les Français ne font pas « grève par procuration » en soutenant les cheminots par exemple et pourquoi, après le virage néolibéral du Président Macron du printemps 2018, c'est le retour de la grève par procuration lors de la jacquerie des Gilets jaunes et de la réforme de la SNCF ?

Mon hypothèse, devenue conviction, est que dans la période actuelle la question sociale est préemptée par la question nationale. « Macron, nourris *ton* peuple » disait à la fois la dimension fiscale, sociale et l'exigence du respect par le Président du mandat du peuple sur lequel il s'était fait élire : la restauration de la souveraineté de la nation.

Tous les orateurs, à juste titre, ont référé à l'histoire de France et quelqu'un a cité Marx. Ne sommes-nous pas dans un « moment bonapartiste » avec un Bonaparte qui s'est exonéré de ses responsabilités à partir du printemps 2018 ?

Ce qui a toujours tenu les Français ensemble, c'est, me semble-t-il, le politique dont la figure bonapartiste est la forme primitive. Peut-être le prochain livre de Jérôme Fourquet portera-t-il sur l'archipel français au travers de l'histoire... Il n'y a jamais eu un moment où la France n'ait pas été un archipel. Dès le départ il y a des Celtes, des Latins, des Germains. Pendant la Guerre de 14, des régiments français ne se comprenaient pas entre eux. Là où Jérôme Fourquet donne une clé, c'est évidemment la question du politique.

Au fond qu'est-ce qu'un moment bonapartiste ? Marx a une fulgurance dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) : Si les 400 000 soldats de l'an II transformés en Grande armée allèrent avec l'oncle, Napoléon, à Moscou, ce n'était pas tant pour étendre les acquis de la Révolution aux autres serfs. C'est que les « paysans parcellaires » qui menaient les guerres de conquêtes avec Bonaparte puis Napoléon n'avaient que des lopins de terre parce que les révolutionnaires de 1789, égalitaristes, avaient supprimé le droit d'aînesse, de sorte qu'il n'y avait pas

de marché agricole. Ces paysans parcellaires constituaient bien une classe *en soi* (« *Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe* »), mais non une classe *pour soi* (« *la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés.* »), de sorte, disait-il, que « *les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés ... Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre.* », sac dont l'Empereur tient l'anse.

Marx dit quelque chose qui a toujours son actualité dans la France d'Emmanuel Macron, avec une société numérisée, la France des Gilets jaunes où les gens vivent chacun dans leur coin et où, tout d'un coup, les citoyens cherchent ce qu'ils ont en commun lors d'une Présidentielle ou jacquerie.

Marx qui passe par la France comprend que chez nous la question nationale lie et préempte la question sociale.

Alors le bas fait le haut. Macron est un néobonapartiste ou un Bonaparte à l'heure néolibérale en ce qu'il s'est fait élire par la nation qui consent à ses réformes du fait de sa posture. Mais le sommet de l'État accompagne le mouvement néolibéral qui demande à la nation d'intérioriser les contraintes extérieures de Bruxelles et de Berlin relayées par Bercy contrairement à l'imaginaire de la nation qui au contraire a besoin de se projeter depuis des siècles. D'où notre dépression nationale.

Le renoncement du Bonaparte face au néolibéralisme, son ralliement à ce dernier, non seulement met la posture néobonapartiste au service de l'Orléanisme, mais radicalise le pays et instaure de l'autoritarisme au sommet de l'État privé de base sociale conséquente.

Alors Marine Le Pen pourrait gagner la prochaine présidentielle, comme elle a gagné les européennes, parce qu'elle ne se heurtera plus aux réflexes anti-Front National opérants jusqu'à maintenant. Jean-Luc Mélenchon, après une belle fin de campagne présidentielle, patriote et jaurésienne, s'étant à nouveau égaré dans le gauchisme de son entourage, voire l'islamo-gauchisme, Marine Le Pen aura

dorénavant potentiellement le monopole du « patriotisme », pourvu qu'elle arrive à faire bouger son entourage d'extrême-droite ou réactionnaire. Mais elle a fait l'essentiel du travail durant les européennes parce que son rapport à l'extérieur est devenu projectif et qu'elle est maintenant sur la ligne d'une Europe des nations. Elle fait muter le RN d'une ligne nationaliste et d'extrême-droite à une ligne gaullienne. Si elle poursuivait et qu'un candidat bonapartiste ou gaulliste n'émergeait, alors il n'y aurait plus dans le pays de réflexe anti-Marine Le Pen suffisant.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci Stéphane Rozès.

Vous avez posé beaucoup de questions qui se résument finalement à une seule, l'articulation de la question nationale et de la question sociale.

DAVID DJAÏZ

Je ne suis pas certain de maîtriser parfaitement la différence entre néolibéralisme et ultralibéralisme. En revanche, la différence entre le néolibéralisme et le libéralisme classique peut être comprise à la lecture d'un texte de Friedman de 1951 : « *Neoliberalism and Its prospects* » (Le néolibéralisme et ses perspectives) dans lequel il expose que le libéralisme classique a réussi à penser l'individu mais a échoué à penser l'État, que le socialisme a réussi à penser l'État mais a échoué à penser l'individu et que le néolibéralisme a pour fonction de penser l'articulation de l'État et de l'individu. L'État n'est donc pas, comme dans la pensée socialiste, un État redistributif qui intervient dans l'économie et se substitue aux acteurs économiques privés, ce qui est une hérésie, mais c'est un État qui a un rôle juridique extrêmement important : mettre en place ce qu'on appelle *Competitive Order*, c'est-à-dire un ordre concurrentiel. Cette définition limpide permet de comprendre le rapport complexe du néolibéralisme à l'État qui n'est pas du tout une évacuation de l'État mais au contraire sa reconfiguration profonde : moins de redistribution sociale, plus de sécuritaire, par exemple.

La question du social et du national est fondamentale. Je ne la poserais pas exactement de cette manière. On a lu beaucoup d'analyses qui voulaient présenter les Gilets jaunes comme un phénomène irréductiblement nouveau. J'ai une lecture beaucoup plus triviale. Je pense que c'est un conflit de redistribution. Dans le monde des Trente Glorieuses, par exemple, la progression des gains de productivité permettait une progression des salaires. Les conflits de redistribution étaient réglés dans le dialogue social, dans la négociation entre les syndicats et le patronat dans les entreprises, et se traduisaient, quand ils étaient remportés par les salariés, par des hausses de salaire. Nous sommes entrés dans un monde où, en raison des transformations du capitalisme – que nous n'avons pas le temps d'évoquer – la part des salaires des classes moyennes et des classes populaires dans la valeur ajoutée est globalement bloquée. Ces catégories de la population voient une stagnation démoraleuse de leur niveau de vie alors que dans le même temps les coûts de l'immobilier augmentent, le coût de l'essence augmente, le coût des « clopes » augmente et la fiscalité augmente (la dynamique des prélèvements obligatoires n'a pas cessé d'augmenter depuis les années 1980). Les classes populaires et moyennes qui ne peuvent plus se tourner vers leurs syndicats ou vers leurs patrons pour obtenir des hausses de pouvoir d'achat et des hausses de salaire se tournent vers l'État qui devient désormais une instance au centre de l'arène dans la redistribution sociale. Le paradoxe c'est que l'État, moins riche et moins puissant que durant les Trente Glorieuses, se retrouve au centre du conflit de redistribution puisque les salaires ne progressent plus dans les entreprises ou dans la négociation salariale. Résultat : on sort sur les ronds-points, on somme l'État de renoncer à des hausses de taxes et l'État lâche 17 milliards, ce qu'il n'avait jamais fait en vingt ans de conflits syndicaux.

Selon moi, le télescopage qu'indiquait Stéphane Rozès entre la question sociale et la question nationale vient de là. Plus la mondialisation économique s'approfondit, plus il est nécessaire de mettre en place un effort de redistribution nationale. Samuelson, un des plus grands économistes du XX^{ème} siècle, l'avait déjà vu quand il écrivait sur le commerce international dans les années 1950. Selon lui, le commerce international, en théorie ricardienne classique, avait l'avantage de permettre la spécialisation mais il devait absolument être accompagné d'une plus grande redistribution nationale car ses effets contrastés sur les classes sociales et sur les territoires accentuaient les polarisations.

Or, non seulement la mondialisation néolibérale a approfondi le commerce international et l'intégration financière, non seulement elle n'a pas augmenté la

redistribution mais elle l'a diminuée. Et nous nous retrouvons dans une nouvelle donne mondiale où les conflits sociaux de redistribution sur une base nationale vont se multiplier. Selon moi il n'y a pas énormément de différence entre ce qui s'est passé avec les Gilets jaunes, ce qui se passe au Liban en ce moment et ce qui se passe au Chili. Cela part d'ailleurs à chaque fois de taxes : taxes sur WhatsApp, prix des tickets de métro à Santiago, taxe sur l'essence en France. Ce que Pierre-Noël Giraud a appelé l'errance des conflits économiques, en dehors d'un cadre organisé, syndical etc., va se développer dans les années qui viennent.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci.

J'essaye de comprendre... Il me semble qu'on ne peut pas renvoyer l'État tel qu'il existait sous les Trente Glorieuses à une espèce d'archaïsme qui ne correspondrait plus à la réalité.

Il est vrai que le néolibéralisme a fait exploser les cadres étatiques et nationaux. On ne peut pas les restaurer uniquement à travers des politiques de redistribution parce que l'État, tel qu'il a existé dans les Trente Glorieuses, représentait une certaine adéquation entre le processus économique et le processus social de redistribution. C'est cassé et je dirai même qu'il ne reste qu'un État redistributif. La Sécurité sociale est quand même un gigantesque appareil de redistribution. Je ne parle pas des grands services publics – telle l'Éducation nationale – qui coûtent quand même un peu d'argent. C'est aussi de la redistribution.

Pour répondre à la question posée par Stéphane Rozès sur l'articulation social-national, on ne peut pas se borner à dire que la nation est une instance qui doit être réhabilitée du point de vue de la redistribution. Je me trompe peut-être, peut-être n'ai-je pas suffisamment bien compris, mais j'ai l'impression que ce n'est pas suffisant.

Je me tourne vers Jérôme Fourquet qui est quand même le grand analyste qui nous a permis de débattre ce soir.

Stéphane Rozès m'interrogeait sur l'apparent paradoxe d'une France qui, en même temps, s'archipélise et place en tête du scrutin présidentiel des candidats qui se recentraient ou se renationaliseraient. Je dirais qu'ils sont dans une approche assez jacobine.

J'ai un petit souci sur la classification concernant Emmanuel Macron qui, le 5 février 2017 déclare : « *Il n'y a pas de culture française. Il y a une culture en France. Elle est diverse.* » et se présente quelques mois plus tard (15 juin 2017) comme étant adepte de la *start-up nation*. Je pense qu'il a capté toute une partie des îles de l'archipel français qui sont déjà dans un imaginaire post-national. Certes cela ne suffit pas à justifier le score du candidat Macron au premier tour. Je mentionne au passage qu'il a fait des scores astronomiques parmi les Français de l'étranger, les expatriés, les binationaux pour qui il était typiquement ce candidat du dépassement du cadre national.

Sur l'articulation entre question sociale et question nationale, il s'est dévoilé beaucoup de choses dans le cadre de la crise des Gilets jaunes qui, partie sur une base sociale, a vite pris une tournure nationale. Il est frappant de voir que le seul référentiel historique et politique qu'avaient en commun ces populations qui se sont mobilisées sur les ronds-points était celui de la Révolution française. On a vu très peu de drapeaux rouges, assez peu de références à 1936 ou à mai 1968 mais beaucoup d'allusions à la Révolution française, des Marseillaises entonnées très régulièrement, de très nombreux drapeaux bleu-blanc-rouge, la référence aux cahiers de doléances, parfois – de moins bon goût – des guillotines en carton-pâte voire le rapprochement entre le couple présidentiel et un autre couple qui a très mal fini au moment de la Révolution française. Dans un certain nombre de reportages, des Gilets jaunes se définissaient comme étant « Le peuple », avec toute l'ambiguïté sémantique de ce terme : peuple souverain ? peuple français ? peuple opposé aux élites ou aux monarques ? Nous avons été spectateurs pendant très longtemps, disaient-ils, nous avons enfin le sentiment de faire l'histoire. J'ai l'impression qu'ils se sont sentis investis d'une mission éminemment politique qui renvoyait très profondément à notre histoire nationale, d'où la revendication du fameux référendum d'initiative citoyenne (RIC), mais, plus globalement, la volonté de rentrer par effraction dans le débat politique et de reprendre le contrôle. Comme l'a montré Alexandre Devecchio dans son analyse de la vague

populiste, il y a au fondement de tout cela la volonté de reprendre le contrôle, en tant qu'individu sur sa propre vie, mais également en tant que collectif politique sur sa propre destinée. On rappellera que le slogan des *Brexiters* était « *Take Back Control* ». Nous sommes en plein dans cette dimension. Derrière tout cela, Jean-Pierre Chevènement aura reconnu la thématique de la souveraineté, souveraineté populaire mais également souveraineté nationale. Dans cette crise des Gilets jaunes, on a vu l'intrication très forte de la question sociale et de la question nationale (thématiques chères à Stéphane Rozès). Cela remontait très loin dans notre histoire qui, même si elle est aujourd'hui moins bien transmise qu'elle a pu l'être par le passé, a laissé quand même des traces y compris dans les catégories les plus modestes et les plus populaires. Au moment où la période historique l'appelle, le référentiel qu'on va puiser est très profond, le dernier soubassement est celui de la Révolution française.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci Jérôme Fourquet.

Vous remarquerez qu'Emmanuel Macron a repris ce thème de la reprise en main, du « *Take Back Control* ». Simplement on ne sait plus très bien si l'on parle de la nation ou de l'Europe à travers ce concept très ambivalent et très ambigu de « souveraineté européenne ». Il y a là un flou qui n'a pas été dissipé. Mais j'observe que ce mouvement de reprise en main, de reprise de contrôle, est quelque chose d'assez profond pour que le Président de la République lui-même l'ait repris à son compte.

Stéphane Rozès adressait une question à Jean-Yves Autexier.

JEAN-YVES AUTEXIER

Deux citations d'Emmanuel Macron peuvent expliquer que les Français aient vu dans ses propos une réponse à l'archipélisation et espéré qu'il serait la personnalité capable de recoller les morceaux et d'unir un peuple désuni. La première, citée par Stéphane Rozès, était celle où il déclarait avoir compris que le mandat que lui avait confié le peuple français était « d'abord le mandat de la

souveraineté de la Nation ». Peut-être vous souvenez-vous aussi du discours prononcé en août 2018 à Bucarest, en Roumanie – dont les journalistes n’avaient retenu que la formule « Les Français n’aiment pas la réforme » – mais où il disait : « *C’est un peuple qui déteste (les réformes). Il faut lui expliquer où on va et il faut lui proposer de se transformer en profondeur pour mener un projet plus grand que soi. Se réformer pour ressembler aux autres, pour répondre à un chiffre, à une contrainte... notre pays n’est pas fait ainsi* ». En effet, les Français n’aiment pas les réformes imposées sous des contraintes chiffrées fournies par les autres mais veulent une réforme qui s’inscrive dans un grand projet qu’ils partagent et qui les portera plus haut qu’eux-mêmes. Cela m’amène à penser qu’il comprend bien des choses... La déception enregistrée aujourd’hui par les Gilets jaunes et les mouvements sociaux en général vient du décalage entre ces propos initiaux qui ont peut-être donné espoir et une réalité dont Jean-Pierre Chevènement soulignait l’ambiguïté (restaurer la souveraineté de la nation ou de l’Europe ?).

Si on veut reconquérir les couches populaires, nous partageons quand même un héritage qui pourrait être valorisé. À droite, il y a l’héritage du gaullisme jusqu’à Pompidou : on restaure la nation, on l’affirme avec une force inimaginable mais on a le souci social, quand même, et même si chez de Gaulle la question nationale préempte la question sociale. Je me souviens de la ville natale de mon enfance, mon père est militant syndical, on reçoit les mineurs de Decazeville, il y a des mouvements sociaux très forts mais, quand on va voter, on vote gaulliste dans ma ville !

À gauche, il y a l’héritage très fort de Jaurès : les noces du mouvement ouvrier et de la nation. C’est le Front populaire, c’est la Résistance, le CNR. On peut mobiliser plus qu’un imaginaire, on peut mobiliser un héritage qui marie le sentiment national d’appartenance et l’exigence de justice sociale.

Si l’on veut réintégrer les couches populaires, il faut bien sûr leur parler de pouvoir d’achat et de services publics, mais il faut aussi relever une identité nationale blessée, puiser dans l’exigence de souveraineté, souveraineté nationale et souveraineté populaire, et, comme cela a été dit, dans l’idée que la souveraineté permettra de reprendre le contrôle sur notre destin. Il est impératif de lier les deux si on veut vraiment reconquérir les couches populaires. Cela s’adresse aussi bien à la droite, qui a trop souvent oublié la nation, qu’à la gauche, qui a trop souvent oublié le peuple.

Pour compléter ce que Jean-Yves Autexier vient de dire en réponse à Stéphane Rozès, j'ajouterai que le social et le national doivent s'articuler sur des temporalités différentes.

La crise des Gilets jaunes s'enracine dans une dérégulation qui, entamée en 1983, s'est traduite rapidement dans le Marché unique, par le traité dit « Acte unique », négocié en 1985, adopté au Parlement en 1987, mis en œuvre à partir de 1990 à travers plus de 300 directives dont la libération des mouvements de capitaux, à l'intérieur de la Communauté européenne mais également vis-à-vis des pays tiers, à l'échelle du Globe.

C'est un processus qui s'inscrit dans le temps. Il me semble qu'on ne peut pas analyser aujourd'hui les Gilets jaunes comme la conséquence de la politique d'Emmanuel Macron. Cela vient de beaucoup plus loin, de beaucoup plus profond. C'est un processus qui travaille la société française depuis assez longtemps.

1983 n'est pas seulement la prise en compte de la réalité du marché mondial ou de la mondialisation, c'est l'acceptation que, justement, à l'échelle mondiale, les multinationales reprennent le dessus, par rapport à la période de crise des années 1960, avec la suspension de la convertibilité-or du dollar, avec le manifeste de la Trilatérale, « La crise de la démocratie. Rapport sur la gouvernabilité des démocraties » (1975). Les États-Unis viennent d'évacuer piteusement Saïgon qui n'était pas encore Ho Chi Minh Ville. Il faut reprendre la main et cela va se faire dans les années 1970 avec les Accords de la Jamaïque, la politique de Volcker en matière de taux et la libération des mouvements de capitaux à l'échelle mondiale qui n'interviendra véritablement que du fait des décisions européennes (l'Europe est alors la plus grande puissance commerciale, devant les États-Unis). Ces décisions ouvrent le champ d'une dérégulation généralisée tout au long des années 1990-2000 (dès 1990 pour ce qui est de la libération des capitaux) avec les délocalisations industrielles. Sans oublier, à l'arrière-plan de tout cela, l'accord passé entre les États-Unis et la Chine de Deng Xiao Ping, l'ouverture de la Chine, les délocalisations... Tout cela a une logique.

Pour être complet et inscrire le raisonnement sur le social et le national dans la longue durée, il faut partir de l'idée que la crise de la nation française s'enracine très loin dans le temps. C'est la Guerre de 1914 qui produit 1940 et la remise en

cause du récit national, aujourd'hui complètement perturbé, que personne n'a été capable de rétablir. J'appuie tout à fait ce qu'ont dit Alexandre Devecchio et Stéphane Rozès : il faut faire appel à cette thématique profonde, inscrite dans le temps, si on veut se donner les moyens « énergétiques » de reprendre le dessus. Ce n'est pas un problème que l'on peut traiter de manière purement économique. C'est un problème que l'on doit traiter à la lumière du XXI^{ème} siècle, qui vient de la concurrence entre la Chine et les États-Unis, de la place qui sera la nôtre, de la capacité qu'aura la France de structurer un projet adéquat. Mais c'est en prenant appui très loin dans le passé que l'on peut aussi aller très loin dans l'avenir. Sinon, ça ne marche pas. C'est très difficile à faire parce que tout cela doit être pensé. Il faut être très pointu pour comprendre tout cela.

Or je pense qu'Emmanuel Macron est prisonnier d'un appareil politique aux vues assez courtes, l'optimum libéral, l'optimum économique. Outre le fait que l'État garantit le *Competitive Order*, une croyance portée par Milton Friedman, Hayek, etc., veut que l'équilibre qui va s'établir de soi-même est le meilleur possible, c'est l'optimum. Par conséquent il faut casser tous les obstacles qui s'opposent à la réalisation de l'optimum, à la « maximisation des possibles », comme dit l'un des conseillers d'Emmanuel Macron qui n'engage peut-être pas le Président lui-même... C'est une vision qui est quand même très simpliste, très économiste et qui oublie que l'histoire humaine est faite de beaucoup d'autres choses.

DANS LA SALLE

Mes remarques s'adressent à Alexandre Devecchio, reprennent ce qu'a dit Stéphane Rozès et s'appuient beaucoup sur un ouvrage de Jérôme Sainte-Marie que vous avez cité : *Bloc contre bloc*. David Djaïz décrit à juste titre trois blocs : le bloc identitaire de droite, le bloc mondialiste centriste et une espèce de bloc rose et vert, c'est-à-dire social et écologiste.

Mais n'irions-nous pas plutôt vers une bipolarisation totale ?

Aujourd'hui, dans le camp partisan, le Rassemblement National fait office de repoussoir (encore peut-on en douter quand on voit l'excellente prise d'Andréa Kotarac au niveau de la communication politique pour le Rassemblement National). Comme l'explique Camille de Toledo, cet effet repoussoir a été créé par le trauma de la Seconde Guerre mondiale. L'anthologie

de la Guerre est utilisée par les politiques, par Emmanuel Macron. Elle le fut par François Mitterrand (on a parlé du « piège mitterrandien »). Selon certains sondages, plus de la moitié des électeurs de Jean-Luc Mélenchon seraient prêts à voter pour le Rassemblement National, quasiment deux sur trois pensent qu'il y a trop d'immigrés. À l'inverse, une branche plus centriste qui a voté Emmanuel Macron en 2017, qui s'est rangée chez Yannick Jadot en 2022, pourrait revenir, attirée par le nouveau piège mitterrandien tendu par Emmanuel Macron qui va brandir le cadavre d'Hitler comme un épouvantail pour inciter ces braves écologistes à voter pour lui pour faire barrage à Marine Le Pen. Mais l'effet repoussoir d'un RN diabolisé est-il encore opérant dans les classes populaires qui ne votent pas ?

Ceci dessine une bipolarisation avec une course en tête qui pourrait entraîner une victoire de Marine Le Pen plus tôt qu'on ne le croit.

ALEXANDRE DEVECCHIO

Allons-nous vers une victoire de Marine Le Pen plus tôt qu'on ne le croit ? La diabolisation est-elle dépassée dans le peuple ? Je pense effectivement que l'analogie avec les années 1930, l'hitlérification de Marine Le Pen, ne fonctionne plus. Il subsiste peut-être un « plafond de verre » lié à l'attachement à une certaine tradition politique de générations qui ne veulent pas s'inscrire dans un parti qui a eu cette histoire-là. Le deuxième plafond de verre est plutôt un plafond de crédibilité. Dans le débat de l'entre-deux tours, Marine Le Pen a quand même étalé une forme de médiocrité qui fait repoussoir. Mais je crois que la diabolisation ne suffira pas cette fois-ci à lui faire obstacle et, s'il n'a que cette carte dans sa manche, Emmanuel Macron peut gagner à l'arraché mais on ira par la suite vers une crise démocratique immense.

DANS LA SALLE

N'y a-t-il pas une certaine hypocrisie des politiques qui, lorsqu'ils se présentent aux suffrages des Français, cachent leur future impuissance ? Ils savent très bien en effet qu'une fois arrivés au pouvoir ils seront complètement englués dans toute une série d'accords internationaux, européens ou autres (CETA, etc.) dont ils

pourront très difficilement sortir. Mais s'ils le disaient à l'avance, cela leur enlèverait toute crédibilité, d'autant plus que même en essayant de rêver à une espèce d'indépendance européenne, on sait très bien qu'aujourd'hui on n'a pas d'indépendance énergétique, on n'a pas d'armée européenne (nous sommes loin du jour où les Allemands seront prêts à envoyer des gens se faire ruer au Mali).

Même si l'Europe était unie, même si l'Europe pouvait décider, elle fait face aux États-Unis, qui sont ce qu'ils sont, mais surtout à la Chine et à la Russie, des puissances qui, elles, ont une vision à long terme. On vient d'apprendre que la Russie, premier exportateur de gaz naturel du monde, et son géant Gazprom vont inaugurer ces prochaines semaines trois gazoducs majeurs ralliant la Chine, l'Allemagne et la Turquie. Cela laisse mal augurer ce que pourrait faire une nation européenne qui se voudrait indépendante compte tenu de son émiettement et face aux géants auxquels elle est confrontée.

Les politiques savent très bien tout cela. N'y a-t-il pas une certaine hypocrisie à se présenter aux suffrages des Français en promettant que demain « on rase gratis » ? et grâce à moi... pour trouver un emploi, etc. ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Je vais essayer de vous répondre.

La politique, ce n'est pas une explication que l'on met ensuite en pratique. C'est beaucoup plus compliqué. C'est bien entendu un paysage que l'on campe, ce sont des ressorts que l'on met en action. Mais ensuite tout est dans le doigté, dans le pragmatisme, dans la manière d'enchaîner les choses. Peut-on imaginer un « Frexit » ? Et après ? On voit bien qu'il faut procéder de manière beaucoup plus habile pour essayer de modifier les équilibres à l'intérieur de l'Europe telle qu'elle a été décrite, notamment par le sociologue allemand Wolfgang Streeck qui a parlé d'un « empire libéral hiérarchisé », à mon avis la meilleure définition que l'on peut donner de l'Europe telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, telle qu'on sait que les décisions se prennent au Conseil européen par une forme de consensus qui n'est que la crainte de la majorité de ne pas être la majorité. En réalité, il n'y a pas de vote au Conseil européen, ou très peu. Le président se contente de demander : Y a-t-il une opposition qui se manifeste ? Personne ne se manifeste, si ce n'est, parfois, par une réserve qui sera portée au procès-verbal... C'est une machine qui a sa propre autonomie de fonctionnement. Et tel que cela fonctionne, selon

Wolfgang Streeck, plus on est près du centre – c'est-à-dire de l'Allemagne – moins on a de souveraineté et plus on a de pouvoir... En réalité l'Allemagne s'arrange pour avoir à la fois la souveraineté et le pouvoir. Et la France, qui est quand même la caution de l'ensemble (il faut bien que l'Europe soit représentée par au moins deux pays et la France est quand même le deuxième pays par ordre d'importance) accorde sa caution. C'est ce qu'a fait M. Sarkozy, c'est ce qu'a fait M. Hollande. Rappelez-vous le TSCG, le traité budgétaire européen, l'un l'a signé, l'autre l'a ratifié sans l'avoir modifié. Je pourrais remonter très loin dans l'histoire de la construction européenne pour vous préciser la manière dont les choses ont marché. Mais cela tient aussi au fait que nous avons accepté de jouer ce rôle, en tout cas depuis une trentaine d'années, depuis que la réunification de l'Allemagne et l'élargissement de l'Europe à l'Est ont fait que l'Europe est aujourd'hui plutôt germano-centrée alors qu'elle avait été francocentrée de 1950 jusqu'à 1988-89. L'Allemagne ayant la politique que nous connaissons, il est très difficile d'agir dans un cadre comme celui-là. Sur quoi s'appuyer ? Comment sortir de cette fondrière ? C'est un problème difficile. Il faut un très grand homme d'État, avec beaucoup de volonté... et de doigté.

DANS LA SALLE

Vous nous avez parlé d'imaginaire et de projet.

Comment les hommes d'État peuvent-ils aujourd'hui présenter un projet aux électeurs français ? Après la reconstruction de la France qui suivit la Seconde Guerre mondiale, il y eut la période des Trente Glorieuses et l'intégration de la France dans l'Europe. Aujourd'hui, il semble que la France n'a plus de projet, même si le candidat Macron a crié : « C'est notre projet » dans les meetings.

Comment aujourd'hui proposer aux Français quelque chose qui s'inscrive dans leur imaginaire ?

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Il est très tard pour bien vous répondre.

Je dirai simplement que seul le projet d'une Grande Europe de Lisbonne à Vladivostok me paraît être en mesure de nous permettre d'affronter les immenses

défis qui sont devant nous et dont le peuple français a obscurément conscience. Il sent qu'il n'y a pas de réponse adaptée. Je pense pour ma part que c'est dans cette direction-là qu'il faut chercher. C'est d'une certaine manière ce que fait Emmanuel Macron en révisant la politique vis-à-vis de la Russie menée par son prédécesseur qu'il a lui-même fait évoluer très lentement d'abord puis d'une manière beaucoup plus rapide. Une conférence en « format Normandie »¹⁷ sur la crise en Ukraine aura lieu le 9 décembre prochain¹⁸. C'est quand même le gros problème qui, en Europe, obstrue l'horizon. Ce conflit « gelé », qui peut se rallumer très facilement, perturbe évidemment tout projet d'architecture européenne de sécurité, qui est la base même d'une union de la Grande Europe pour faire face aux immenses problèmes que je n'ai pas le temps ni par conséquent l'intention de détailler plus avant.

Merci à toutes et à tous.

¹⁷ Les sommets au format « Normandie », en référence à la région française où les dirigeants des quatre pays (France, Russie, Allemagne, Ukraine) s'étaient retrouvés pour la première fois en 2014, ne s'étaient plus tenus depuis 2016.

¹⁸ À l'issue de cette conférence, les chefs d'État russe et français se sont félicités de discussions qui « ont permis d'avancer sur des points cruciaux pour le processus de paix en Ukraine. » Un nouveau sommet est prévu dans quatre mois pour tenter de surmonter les différends qui subsistent.

Toutefois, quelques jours après ce sommet, les dirigeants de l'Union européenne ont pris la décision, au cours d'un sommet européen à Bruxelles, de prolonger de six mois supplémentaires les sanctions économiques décidées en 2014 contre la Russie après l'annexion de la Crimée.

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ÉTATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTÉGRATION, LAÏCITÉ, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

LES ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL

Colloque du lundi 4 juillet 2016

LA DÉMOGRAPHIE EN EUROPE ET SES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Colloque du lundi 24 octobre 2016

L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ PAR LE PEUPLE : LIMITES, SOLUTIONS

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION, MYTHE OU RÉALITÉ ? QUELLE STRATÉGIE POUR LA FRANCE ?

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OÙ VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMÉRICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTÉ D'ÊTRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ÉCOLE AU DÉFI DE L'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT RÉPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DÉSERTIFICATION ET RÉANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATÉGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DÉMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI
Colloque du lundi 22 octobre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**
Colloque du lundi 19 novembre 2018

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES
Colloque du mercredi 5 décembre 2018

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?
Colloque du mardi 29 janvier 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**
Séminaire du mardi 2 avril 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?
Colloque du mardi 16 avril 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES
Colloque du lundi 6 mai 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE
Colloque du mardi 18 juin 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**
Séminaire du mardi 2 juillet 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**
Colloque du mardi 24 septembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?
Colloque du mardi 5 novembre 2019

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'Administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **Peut-il y avoir une démocratie européenne ?** », janvier 2020.
- **Benjamin Morel**, maître de conférence en Droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas, docteur en Science politique de l'École Normale Supérieure Paris-Saclay, « **Le droit à la différenciation, les dangers d'une révision constitutionnelle** », juillet 2019.
- **Alain Dejammet**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Samuel P. Huntington revisité** », avril 2019.
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.
- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »).
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014).
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et **Pierre Hess**, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** », avril 2015.
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015).

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- « **Le couple franco-allemand n'existe pas** » note de lecture du livre de Coralie Delaume, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas* (Michalon, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Une approche réaliste des problèmes internationaux** », note de lecture du livre d'Hubert Védrine, *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine** », note de lecture du livre d'Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Déchiffrer le monde** », note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'État (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica.
- « **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une 'industrie idéologique'** », note de lecture du livre de Pierre Conesa *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Vers un monde hyper industriel** », note de lecture du livre de Pierre Veltz *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La concorde civique face au spectre de la guerre civile** », note de lecture du livre de David Djaiz *La guerre civile n'aura pas lieu* (Éditions du Cerf, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en mars 2020